

**RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des
soumissions - TPSGC**
11 Laurier St./ 11 rue, Laurier
Place du Portage, Phase III
Core 0B2 / Noyau 0B2
Gatineau, Québec K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776

**REQUEST FOR PROPOSAL
DEMANDE DE PROPOSITION**

**Proposal To: Public Works and Government
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Title - Sujet (RFI) for X-Ray Baggage Scanners	
Solicitation No. - N° de l'invitation 21120-140531/C	Date 2015-06-11
Client Reference No. - N° de référence du client CSC BPA 1990531	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$PV-915-67482	
File No. - N° de dossier pv915.21120-140531	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2015-07-22	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Gosselin, Monique	Buyer Id - Id de l'acheteur pv915
Telephone No. - N° de téléphone (819) 956-3803 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: SEE ANNEX A	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Scientific, Medical and Photographic Division / Division de
l'équipement scientifique, des produits photographiques et
pharmaceutiques
11 Laurier St./ 11 rue, Laurier
6B1, Place du Portage
Gatineau, Québec K1A 0S5

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Solicitation No. - N° de l'invitation

21120-140531/C

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

pv915

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

CSC BPA 1990531

pv91521120-140531

Cette page est blanche de façon intentionnelle

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

- 1.1 Exigences relatives à la sécurité
- 1.2 Besoin
- 1.3 Compte rendu

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

- 2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées
- 2.2 Présentation des soumissions
- 2.3 Demandes de renseignements - en période de soumission
- 2.4 Lois applicables

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

- 3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

- 4.1 Procédures d'évaluation
- 4.2 Méthode de sélection

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

- 5.1 Attestations préalables à l'attribution du contrat et attestations exigées avec la soumission

PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

- 6.1 Exigences relatives à la sécurité
- 6.2 Besoin
- 6.3 Clauses et conditions uniformisées
- 6.4 Demande relative à un contrat (DRC)
- 6.5 Durée du contrat
- 6.6 Responsables
- 6.7 Utilisateurs désignés
- 6.8 Paiement
- 6.9 Rapport d'utilisation périodique - Contrat comprenant une demande relative à un contrat
- 6.10 Instructions relative à la facturation
- 6.11 Attestations
- 6.12 Lois applicables
- 6.13 Ordre de priorité des documents
- 6.14 Instructions pour l'expédition - livraison à destination

Liste des annexes

- Annexe A Besoin / Base de Paiement
- Annexe B Spécifications obligatoires pour un appareil de radioscopie à tunnel standard
- Annexe B-1 Spécifications obligatoires pour un appareil de radioscopie à large tunnel
- Annexe C Modèle de demande relative à un contrat (DRC)
- Annexe D Rapport d'usage périodique
- Annexe E Liste Complete des Directeurs
- Annexe F Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Exigences relatives à la sécurité

1. Avant l'attribution d'un contrat, les conditions suivantes doivent être respectées :
 - a) le soumissionnaire doit détenir une attestation de sécurité d'organisme valable tel qu'indiqué à la Partie 6 - Clauses du contrat subséquent;
 - b) les individus proposés par le soumissionnaire et qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent posséder une attestation de sécurité tel qu'indiqué à la Partie 6 - Clauses du contrat subséquent;
 - c) le soumissionnaire doit fournir le nom de tous les individus qui devront avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé;
2. On rappelle aux soumissionnaires d'obtenir rapidement la cote de sécurité requise. La décision de retarder l'attribution du contrat, pour permettre au soumissionnaire retenu d'obtenir la cote de sécurité requise, demeure à l'entière discrétion de l'autorité contractante.
3. Pour de plus amples renseignements sur les exigences relatives à la sécurité, les soumissionnaires devraient consulter le site Web du Programme de sécurité industrielle (PSI) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (<http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html>).

1.2 Besoin

Le besoin est décrit en détail à l'article 6.2.1 des clauses du contrat éventuel.

1.3 Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

1. Instructions pour la préparation des soumissions

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit :

Section I : Soumission technique (deux (2) exemplaires)
Section II : Soumission financière (un (1) exemplaire)
Section III: Attestations (un (1) exemplaire)

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les ministères organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologique (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policyfra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient:

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.
- 3) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.

Section I : Soumission technique

Ce qui suit s'applique au besoin et les soumissionnaires doivent fournir les renseignements demandés dans leur soumission:

3.1.1 Installation

L'installation doit être effectuée sur place et assurée par un technicien qualifié en entretien et en réparation. Le coût pour l'installation (incluant les frais de déplacement et de subsistance) doit être compris dans le prix.

Veuillez indiquer à quel moment l'installation devrait être faite. L'installation sera effectuée _____ jours civils suivant la livraison et durera _____ jours civils.

3.1.2 Retrait et élimination du vieil équipement (sur demande)

Le retrait et élimination du vieil équipement doit être effectuée sur place et assurée par un technicien qualifié en entretien et en réparation. Le coût pour le retrait et élimination du vieil équipement (incluant les frais de déplacement et de subsistance) doit être compris dans le prix.

3.1.2.1 Il incombe au soumissionnaire de retirer et d'éliminer l'équipement de radioscopie existant situé à l'endroit où les nouveaux appareils doivent être installés.

Convenu: **Oui** _____

3.1.2.2 Le service de retrait et d'élimination fourni par le soumissionnaire en vertu de la présente exigence concerne une seule unité de radioscopie existante et tous les périphériques connexes.

Convenu: **Oui** _____

3.1.3 Exigences réglementaires

3.1.3.1 L'utilisation, l'entretien, l'installation et la manutention des systèmes de radioscopie pour l'inspection des bagages et la formation connexe sont régis par le *Code de sécurité 29 – Dispositifs à rayons X pour l'inspection des bagages – précautions à prendre* de Santé Canada. L'ensemble des activités et des produits livrables exigés de l'entrepreneur pendant la durée de la présente entente doivent être conformes aux lignes directrices et procédures établies par le *Code de sécurité 29*. Pour consulter le *Code* en format PDF, cliquez sur le lien suivant : http://www.hc-sc.gc.ca/ewh-semt/alt_formats/hecs-sesc/pdf/pubs/radiation/code-29/code-29-fra.pdf.

Convenu: **Oui** _____

3.1.4 Formation

3.1.4.1 Formation des utilisateurs (obligatoire)

La formation des utilisateurs doit être fournie par le fournisseur. La formation des utilisateurs doit être dispensée dans un endroit fourni par l'entrepreneur dans la région de la capitale nationale (RCN) du Canada (Ottawa, Ontario) pour une seule fois. Aucune autre session de formation sera nécessaire. Le coût pour de la formation des utilisateurs (incluant les frais de déplacement et de subsistance) doit être compris dans le prix.

3.1.4.1.1 Le soumissionnaire doit fournir au SCC un cours complet unique d'une durée maximale de quatre (4) jours à l'intention de cinq (5) à dix (10) concepteurs de formation et formateurs du SCC (ci-après « séminaire de formation des utilisateurs »).

Convenu: **Oui** _____

3.1.4.1.2 Le séminaire de formation des utilisateurs doit comprendre, entre autres, une formation en salle de classe dans le cadre de laquelle les concepteurs de formation et les formateurs (CFF) du SCC reçoivent des directives et des instructions pratiques sur la façon d'utiliser les appareils de radioscopie.

Convenu: **Oui** _____

3.1.4.1.3 La formation des utilisateurs doit comprendre des documents écrits et des images qui complèteront la formation en salle de classe. Le matériel didactique écrit et les images (ci-après « matériel de formation ») doivent être fournis par le soumissionnaire aux participants du séminaire et au responsable technique (RT) du SCC en copie électronique et en copie papier.

Convenu: **Oui** _____

3.1.4.1.4 Le soumissionnaire octroiera au SCC le droit incondicional et perpétuel d'utiliser le contenu du matériel de formation en tant que contenu intégré aux ressources de formation et programmes d'apprentissage assisté par ordinateur à titre de directives sur l'utilisation des appareils de radioscopie dans le cadre d'initiatives de formation internes du SCC. Le droit d'utiliser le contenu du matériel de formation comprendra également le droit du SCC de faire traduire en français toute partie du contenu pour utilisation dans des initiatives de formation internes du SCC.

Convenu: **Oui** _____

3.1.4.2 Formation sur l'entretien (sur demande)

La formation sur l'entretien doit être fournie par le fournisseur. Le coût pour de la formation sur l'entretien (incluant les frais de déplacement et de subsistance) doit être compris dans le prix.

3.1.4.2.1 Le soumissionnaire doit préparer et présenter un cours de formation aux membres du personnel désignés par le SCC comme les personnes responsables de l'entretien de première ligne des appareils de radioscopie. Le soumissionnaire doit veiller à ce que le personnel du SCC soit en mesure d'effectuer l'entretien de première ligne pour inclure, mais sans s'y limiter :

3.1.4.2.1.1 l'entretien systématique de routine;

3.1.4.2.1.2 les activités de dépannage avec l'aide d'une fiche de contrôle fournie par l'entrepreneur, des outils de diagnostic intégrés de l'appareil de radioscopie et du soutien technique au téléphone;

3.1.4.2.1.3 les remplacements des composantes modulaires de l'appareil de radioscopie à l'aide des pièces et des instructions fournies par l'entrepreneur.

Convenu: **Oui** _____

3.1.4.2.2 Le cours de formation sur l'entretien doit être présenté sur place à une date déterminée par le RT et dans la langue indiquée dans le profil linguistique régional de l'établissement (voir la section 3.1.5 ci-dessous). La date coïncidera avec l'installation d'un appareil de radioscopie de remplacement fourni par l'entrepreneur. Toutefois, si on manque de temps le jour de l'installation pour assurer à la fois l'installation et la formation, cette formation sera donnée le lendemain sans frais supplémentaire pour le Canada.

Convenu: **Oui** _____

- 3.1.4.2.3** Le cours de formation sur l'entretien doit porter sur le contenu des manuels d'entretien qui seront fournis à chaque participant dans la langue indiquée dans le profil linguistique régional de l'établissement qu'il représente (voir la section 3.1.5 ci-dessous).

Convenu: **Oui** _____

- 3.1.4.2.4** La formation sur l'entretien ne doit pas prendre plus d'une (1) journée de travail de 7,5 heures, mais elle doit être néanmoins d'une durée suffisante pour que le soumissionnaire puisse garantir que le personnel du SCC responsable de l'entretien de première ligne soit parfaitement capable d'effectuer les tâches et les activités requises qui constituent la démarche d'entretien de première ligne du soumissionnaire.

Convenu: **Oui** _____

3.1.5 Exigences linguistiques

- 3.1.5.1** Le SCC a l'obligation de respecter l'esprit et la lettre de la *Loi sur les langues officielles*. Par conséquent, il est impératif que le soumissionnaire s'assure de ce qui suit :

- 3.1.5.1.1** les communications orales avec tous les établissements et tout le personnel du SCC dans une région donnée sont offertes dans la langue officielle indiquée dans le profil linguistique de cette région.

Convenu: **Oui** _____

- 3.1.5.1.2** les communications écrites avec tous les établissements et tout le personnel du SCC dans une région donnée sont offertes dans la langue officielle indiquée dans le profil linguistique de cette région.

Convenu: **Oui** _____

- 3.1.5.2** Le profil linguistique d'une région du SCC au Canada indique la ou les langues officielles utilisées pour les activités et la prestation de services de tous les établissements et employés. Les profils linguistiques pour les régions du SCC sont les suivants :

Région	Langue(s) officielle(s)
Atlantique	Anglais pour tous les établissements en dehors de la province du Nouveau-Brunswick Anglais et français pour les établissements dans la province du Nouveau-Brunswick
Québec	Français pour tous les établissements
Ontario	Anglais pour tous les établissements
Prairies	Anglais pour tous les établissements
Pacifique	Anglais pour tous les établissements

3.1.5.3 Tous les produits livrables doivent être réalisés en français et en anglais.

Convenu: **Oui** _____

3.1.5.4 Toutes les réunions, les conversations téléphoniques ou les conférences, toute la correspondance par courriel et toutes les autres communications avec le RT doivent avoir lieu en anglais.

Convenu: **Oui** _____

3.1.6 Garantie et soutien facultatifs

3.1.6.1 L'acquisition du système doit comprendre : un service de soutien technique; un service de soutien technique par téléphone; un service de soutien technique par le biais d'Internet et un service de soutien technique par télécopieur. Le coût pour le service (incluant les frais de déplacement et de subsistance) doit être compris dans le prix.

Convenu: **Oui** _____

3.1.6.2 Le soumissionnaire doit fournir des services et un soutien de deuxième et de troisième lignes de sorte que, si un appareil cesse de fonctionner ou brise après un usage normal et que le technicien d'entretien du SCC formé par l'entrepreneur est incapable de le réparer grâce aux solutions d'entretien qui lui ont été présentées pendant la formation offerte par l'entrepreneur, l'appareil soit remis en état ou remplacé par l'entrepreneur, dans les 72 heures.

Convenu: **Oui** _____

3.1.6.3 Le soumissionnaire doit fournir au SCC un numéro de téléphone sans frais pour joindre un bureau d'aide où il est possible, de 8 h à 16 h (heure locale de l'établissement), d'avoir une conversation avec une personne ou de laisser un message sur une boîte vocale, qui mènera à une réponse offerte au SCC dans les quatre (4) heures de travail suivantes dans la langue indiquée dans le profil linguistique régional de l'établissement (voir la section 3.1.5 ci-dessous).

Convenu: **Oui** _____

3.1.6.4 Le soumissionnaire doit tenir un inventaire de pièces de rechange pour le remplacement ou la réparation des appareils de radioscopie afin de veiller à ce qu'il puisse procéder dans les 72 heures, à la restauration ou au remplacement de n'importe quel appareil de radioscopie.

Convenu: **Oui** _____

Veuillez également indiquer les renseignements suivants dans votre soumission : **(pour information seulement):**

- a) L'emplacement des installations de service (service après-vente et réparation).
Veuillez énumérer les installations de service les plus proches de la destination.

- b) Emplacement des pièces de rechange, allant des biens non durables aux composantes principales.
- _____
- _____
- c) Le temps de réponse et la procédure d'acheminement au palier hiérarchique approprié, c'est-à-dire le nombre de jours avant qu'on fasse appel à une personne plus expérimentée pour résoudre le problème et à partir de quel emplacement.
- _____
- _____
- d) La fréquence des visites d'entretien de routine effectuées par un technicien qualifié en entretien et en réparation durant la période de garantie, s'il y a lieu, et comprises dans le prix.
- _____
- _____

3.1.7 Produit(s) offert(s)

Le soumissionnaire doit indiquer la marque et le numéro de modèle des produits offerts (préciser les composantes qui font partie du système) :

Nom du fabricant : _____
Numéro de modèle ou de la pièce : _____
Documentation jointe : Oui (____) Non (____)

3.1.8 Lieu de fabrication ou d'expédition

Le soumissionnaire doit indiquer le lieu de fabrication ou d'expédition des biens:

Emplacement : _____
Code postal : _____

3.1.9 Livraison

La livraison doit être dans les 30 jours civils suivant la date de la demande relative à un contrat (DRC).

Convenu: Oui _____

3.1.10 Mises à niveau logicielles

Le soumissionnaire fournira toutes les mises à jour et les nouvelles versions de logiciel y compris pièces, mises à niveau et correctifs à l'acheteur pendant une période d'un (1) an après l'acceptation, sans frais additionnels.

Convenu: Oui _____

Remarque : Le terme " mises à jour " désigne toutes les améliorations, extensions ou autres modifications du logiciel. Le terme " versions " désigne les améliorations ou modifications du logiciel ou les nouveaux modules ou modules supplémentaires qui fonctionnent de concert avec le logiciel, qui représentent la prochaine génération de logiciel, et que l'entrepreneur a décidé de mettre à la disposition de ses clients, habituellement à un coût additionnel.

3.1.11 Représentants

3.1.11.1 Le soumissionnaire doit fournir les renseignements relatifs à l'article 6.6.4, Gestionnaire de projet de l'entrepreneur (GPE) de la partie 6, Clauses du contrat subséquent.

3.1.11.2 Le soumissionnaire doit désigner une seule personne qualifiée à titre de GPE. Le GPE agira à titre de point de contact pour toutes les questions concernant la prestation des services par l'entrepreneur en plus de constituer un point d'accès unique pour toute affaire exigeant des communications avec le Responsable technique (RT) relativement à la résolution des problèmes, à la gestion des changements, à la gestion des échéanciers et à d'autres questions touchant la prestation.

Convenu: **Oui** _____

3.1.11.3 Le GPE doit être la seule ressource autorisée à communiquer avec le SCC, à moins d'une permission spéciale du RT. Les membres de l'équipe de gestion de l'entrepreneur doivent adresser au RT toute communication visant le SCC par l'entremise du GPE, qui est responsable des communications quotidiennes avec le SCC.

Convenu: **Oui** _____

3.1.11.4 Dans le cas où le RT ne peut communiquer efficacement avec le GPE ou estime que ce dernier est incapable ou refuse de fournir une qualité de service satisfaisante, le promoteur de projet du SCC informera le directeur de projet de l'entrepreneur de l'impasse. Le soumissionnaire devra alors remplacer le GPE par une ressource de compétence équivalente ou supérieure, dans un délai de 60 jours après avoir été informé de la situation par le SCC.

Convenu: **Oui** _____

3.1.11.5 S'il devient nécessaire de faire suivre un problème à des échelons supérieurs à celui du GPE et du RT, le personnel de l'entrepreneur et du SCC responsable de la gouvernance ultime du projet se penchera sur le problème. On fera suivre tout problème uniquement à l'interne, dans les deux organisations. Le personnel de la gestion du projet (p. ex. le RT du SCC et le GPE) d'un groupe ne doit pas communiquer avec le personnel de la gouvernance du projet (p. ex. le promoteur de projet du SCC et le directeur de projet de l'entrepreneur) de l'autre groupe.

Convenu: **Oui** _____

Section II : Soumission financière

Articles 1 et 2

Le soumissionnaire doit indiquer des prix unitaires fermes pour les années 1 et 2 tout compris pour la fourniture, l'installation, la configuration, retrait et élimination de l'équipement (sur demande), la formation des utilisateurs (une seule fois), la formation sur l'entretien (sur demande) et les manuels, rendu droits acquittés (DDP) (à annexe A), taxe sur les produits et services (TPS)

ou taxe de vente harmonisée (TVH) en sus, le cas échéant. Les frais de port à destination et tous les droits de douanes et taxes applicables doivent être inclus dans le prix.

Article 3 facultatif

Un prix unitaire ferme doit être fourni pour chacune des périodes d'option, faute de quoi le soumissionnaire sera jugé non conforme et sa soumission sera rejetée.

3.2.1 Fluctuation du taux de change

C3011T Fluctuation du taux de change 2013-11-06

Section III : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les soumissions reçues seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

4.1.1 Évaluation technique

Toutes les propositions doivent être établies intégralement et comprendre toute l'information exigée dans la demande de propositions (DP), pour qu'on puisse en faire une évaluation complète. Si le besoin n'est pas comblé dans la proposition du soumissionnaire, elle sera jugée incomplète et sera rejetée. Il incombe au soumissionnaire de fournir toute l'information nécessaire pour garantir une évaluation complète et précise.

Confirmez que vous avez lu et compris en cochant: **Oui** _____

Facteurs d'évaluation

- 1. **BASE D'ÉTABLISSEMENT DES PRIX (OBLIGATOIRE)** : Les prix doivent être fermes, DDP rendu droits acquittés.
- 2. **CAPACITÉ DE SATISFAIRE AUX EXIGENCES TECHNIQUES (OBLIGATOIRE)** :
 - a) Pour les articles définis par les spécifications :

On demande aux soumissionnaires de faire des renvois entre les critères techniques obligatoires figurant dans la présente et leur documentation technique à l'appui.
 - b) Fourniture de la documentation technique à l'appui :

La documentation technique concernant la marchandise offerte doit accompagner la soumission à la date de clôture des soumissions.

Des brochures ou des données techniques DOIVENT être fournies pour permettre de vérifier si la soumission est conforme aux spécifications techniques obligatoires.

Inclus : Oui _____

3. CONFORMITÉ AUX CONDITIONS DE CETTE DEMANDE DE PROPOSITIONS (OBLIGATOIRE)
4. Veuillez noter que les exigences du Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi peuvent s'appliquer - voir Partie 5 - Attestations.
5. Tous les systèmes de radioscopie pour l'inspection des bagages (« appareils de radioscopie » dans le contexte de la présente demande de soumissions) vendus au Canada doivent être conformes au *Règlement sur les dispositifs émettant des radiations* (annexe II, partie IV) au moment de la vente. Ce règlement a été pris en vertu de la *Loi sur les dispositifs émettant des radiations*, et il incombe au fabricant ou au distributeur de veiller à ce que le système de radioscopie soit conforme aux exigences réglementaires. Pour consulter la *Loi* en format PDF, cliquez sur le lien suivant : [http://laws-lois.justice.gc.ca/PDF/C.R.C., c. 1370.pdf](http://laws-lois.justice.gc.ca/PDF/C.R.C.,_c._1370.pdf). Comme le *Règlement* peut être modifié afin de refléter l'évolution des technologies, on peut obtenir des renseignements sur son applicabilité actuelle en communiquant avec la Section des rayons X du Bureau de la radioprotection et des instruments médicaux de la Direction générale de la protection de la santé de Santé et Bien-être social Canada (Ottawa, K1A 1C1). Est une infraction criminelle toute violation de la *Loi sur les dispositifs émettant des radiations* et de son règlement d'application. **(une photocopie du certificat suffira)**

Inclus : Oui _____

4.1.1.1 Critères techniques obligatoires

Voir annexe B - Spécifications obligatoires pour un appareil de radioscopie à tunnel standard et annexe B-1 - Spécifications obligatoires pour un appareil de radioscopie à large tunnel

4.1.2 Évaluation financière

Le prix de la soumission sera évalué en dollars canadiens, les taxes applicables exclues, RDA (annexe A) Incoterms® 2000, les droits de douane et les taxes d'accise canadiens compris.

Sauf lorsque la demande de soumissions précise que les soumissions doivent être présentées en dollars canadiens, les soumissions présentées en devises étrangères seront converties en dollars canadiens pour les besoins de l'évaluation. Pour les soumissions présentées en devises étrangères, le taux indiqué par la Banque du Canada à la date de clôture des soumissions, ou à une autre date précisée dans la demande de soumissions, sera utilisé comme facteur de conversion.

4.2 Méthode de sélection

Une soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions et satisfaire à tous les critères d'évaluation techniques obligatoires pour être déclarée recevable. La soumission recevable avec le prix global le plus bas (incluant l'article 3 facultatif) sera recommandée pour attribution d'un contrat.

À des fins d'évaluation des soumissions seulement, le prix total sera déterminé en ajoutant le coût de la quantité totale pour les années 1 et 2 et le coût pour l'article facultatif.

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

Pour qu'un contrat leur soit attribué, les soumissionnaires doivent fournir les attestations exigées et la documentation connexe. Le Canada déclarera une soumission non recevable si les attestations exigées et la documentation connexe ne sont pas remplies et fournies tel que demandé.

Le Canada pourra vérifier l'authenticité des attestations fournies par les soumissionnaires durant la période d'évaluation des soumissions (avant l'attribution d'un contrat) et après l'attribution du contrat. L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour s'assurer que les soumissionnaires respectent les attestations avant l'attribution d'un contrat. La soumission sera déclarée non recevable si on constate que le soumissionnaire a fait de fausses déclarations, sciemment ou non. Le défaut de respecter les attestations, de fournir la documentation connexe ou de donner suite à la demande de renseignements supplémentaires de l'autorité contractante aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.

5.1 Attestations préalables à l'attribution du contrat et attestations exigées avec la soumission

5.1.1 Attestations préalables à l'attribution du contrat

5.1.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - renseignements connexes

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire et ses affiliés, respectent les dispositions stipulées à l'article 01 Dispositions relatives à l'intégrité - soumission, des instructions uniformisées 2003. Les renseignements connexes, tel que requis aux dispositions relatives à l'intégrité, assisteront le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques.

5.1.1.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée »

(http://www.travail.gc.ca/fra/normes_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml) du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible sur le site Web d'Emploi et Développement social Canada - Travail.

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » du PCF au moment de l'attribution du contrat.

Le Canada aura aussi le droit de résilier le contrat pour manquement si l'entrepreneur, ou tout membre de la coentreprise si l'entrepreneur est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » du PCF pendant la durée du contrat.

Le soumissionnaire doit fournir à l'autorité contractante l'annexe Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation remplie avant l'attribution du contrat. Si le soumissionnaire est une coentreprise, il doit fournir à l'autorité contractante l'annexe Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation remplie pour chaque membre de la coentreprise.

5.1.2 Attestations exigées avec la soumission

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumission.

5.1.2.1 Programme de contrats fédéraux pour l'Équité en matière d'emploi - Attestation

Je, soumissionnaire, en présentant les renseignements suivants à l'autorité contractante, atteste que les renseignements fournis sont exacts à la date indiquée ci-dessous. Les attestations fournies au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment. Je comprends que le Canada déclarera une soumission non recevable, ou un entrepreneur en situation de manquement, si une attestation est jugée fausse, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat. Le Canada aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations d'un soumissionnaire. À défaut de répondre à toute demande ou exigence imposée par la Canada, la soumission peut être déclarée non recevable ou constituer un manquement aux termes du contrat.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi, visitez le site Web d'Emploi et Développement social Canada - Travail.

Date : _____(AAAA/MM/JJ)

COMPLÉTER À LA FOIS A ET B.

A. Cochez seulement une des déclarations suivantes :

- ☐ A1. Le soumissionnaire atteste qu'il n'a aucun effectif au Canada.
- ☐ A2. Le soumissionnaire atteste qu'il est un employeur du secteur public.
- ☐ A3. Le soumissionnaire atteste qu'il est un employeur sous réglementation fédérale, en vertu de la *Loi sur l'équité en matière d'emploi*.
- ☐ A4. Le soumissionnaire atteste qu'il a un effectif combiné de moins de 100 employés au Canada (l'effectif combiné comprend les employés permanents à temps plein, les employés permanents à temps partiel et les employés temporaires [les employés temporaires comprennent seulement ceux qui ont travaillé pendant 12 semaines ou plus au cours d'une année civile et qui ne sont pas des étudiants à temps plein]).
- A5. Le soumissionnaire a un effectif combiné de 100 employés ou plus au Canada;
et
 - ☐ A5.1 Le soumissionnaire atteste qu'il a conclu un Accord pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi valide et en vigueur avec EDSC - Travail.

ou

- () A5.2 Le soumissionnaire a présenté l'Accord pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi (LAB1168) à EDSC - Travail. Comme il s'agit d'une condition à l'attribution d'un contrat, remplissez le formulaire intitulé Accord pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi (LAB1168), signez-le en bonne et due forme et transmettez-le à EDSC - Travail.

B. Cochez seulement une des déclarations suivantes :

- () B1. Le soumissionnaire n'est pas une coentreprise.

ou

- () B2. Le soumissionnaire est une coentreprise et chaque membre de la coentreprise doit fournir à l'autorité contractante l'annexe Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation. (Consultez la section sur les coentreprises des instructions uniformisées.)

PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

6.1 Exigences relatives à la sécurité

6.1.1 Les exigences relatives à la sécurité suivantes (LVERS et clauses connexes, tel que prévu par le PSI) s'appliquent et font partie intégrante du contrat.

6.1.1.1 L'entrepreneur doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat ou de l'offre à commandes, **une attestation de vérification d'organisation désignée (VOD) en vigueur**, délivrée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).

6.1.1.2 Les membres du personnel de l'entrepreneur devant avoir accès à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent **TOUS détenir une cote de FIABILITÉ en vigueur**, délivrée ou approuvée par la DSIC de TPSGC.

6.1.1.3 Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE DOIVENT PAS être attribués sans l'autorisation écrite préalable de la DSIC de TPSGC.

6.1.1.4 L'entrepreneur doit respecter les dispositions :

6.1.1.4.1 de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et directive de sécurité (s'il y a lieu), reproduite ci-joint à l'Annexe F;

6.1.1.5 Toute personne entrant dans un établissement correctionnel doit faire l'objet d'une autorisation de sécurité réalisée par le Centre d'information de la police canadienne (CIPC). Le contrôle du CIPC obligatoire doit être lancé quatre (4) semaines avant la date prévue d'entrée dans l'établissement et terminé sans problème avant que la personne soit autorisée à entrer dans l'établissement.

6.1.2 Pour les fournisseurs étrangers

6.1.2.1 L'administration désignée en matière de sécurité (ADS) pour les questions relatives à la sécurité industrielle au Canada est le directeur de la Direction de la sécurité industrielle internationale (DSII), Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).

Le terme « renseignements ou biens sensibles » s'entend des renseignements ou des biens qui ont été définis comme CANADA PROTÉGÉS ou CLASSIFIÉS et pour lesquels des mesures de sécurité appropriées doivent être prises, en fonction de leur niveau de sensibilité.

6.1.2.2 Des précisions relatives aux exigences de sécurité énumérées ci-dessus pourraient être fournies afin d'assurer le respect des mesures de sécurité établies pour ce qui est de l'accès à des renseignements ou à des biens sensibles dans le cadre du présent contrat.

6.1.2.3 Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE doivent PAS être attribués sans l'autorisation écrite préalable de l'ADS canadienne.

6.1.2.4 L'entrepreneur destinataire étranger proposé doit identifier l'agent de sécurité d'entreprise (ASE) autorisé qui sera responsable du contrôle des exigences de sécurité, telles qu'elles sont définies dans le présent contrat. Cette personne sera désignée par le président-directeur général ou par un cadre supérieur clé de l'entreprise étrangère destinataire proposée. Les cadres supérieurs clés comprennent les propriétaires, les agents, les directeurs, les cadres et les partenaires occupant un poste qui leur

permettrait d'avoir une influence sur les politiques ou les pratiques de l'organisation durant l'exécution du contrat.

6.1.2.5 Dans le cadre du présent contrat, les renseignements ou les biens de nature sensible doivent être divulgués uniquement aux membres du personnel de l'entrepreneur étranger destinataire qui en ont besoin pour exécuter le contrat et qui possèdent une **autorisation de sécurité** d'un niveau équivalant à l'autorisation de sécurité exigée au Canada pour accéder aux renseignements et aux biens sensibles visés. Cette autorisation doit être attribuée par l'ANS ou par l'ADS du pays de l'entrepreneur, conformément aux politiques nationales en vigueur à cet endroit.

6.1.2.6 L'entrepreneur étranger destinataire qui souhaite ou qui doit visiter des sites restreints du gouvernement du Canada ou des installations industrielles doit soumettre une demande de visite à l'ADS canadienne par l'entremise de l'ANS ou de l'ADS de son pays.

6.1.2.7 L'entrepreneur étranger destinataire doit se conformer aux dispositions relatives aux équivalences énoncées dans le protocole d'entente bilatéral sur la sécurité industrielle qui a été conclu entre son ANS ou son ADS et le gouvernement du Canada.

6.1.2.8 Si un entrepreneur étranger destinataire est choisi comme fournisseur dans le cadre de ce contrat, des clauses de sécurité propres à son pays seront établies et mises en œuvre par l'ADS canadienne; ces clauses seront fournies à l'autorité contractante du gouvernement du Canada, afin de respecter les dispositions de sécurité relatives aux équivalences établies par l'ADS canadienne.

6.2 Besoin

6.2.1 Besoin

L'entrepreneur doit fournir les articles décrits à l'annexe A – Besoin / Base de paiement.

6.2.2 Installation

L'installation doit être effectuée sur place et assurée par un technicien qualifié en entretien et en réparation.

6.2.3 Retrait et élimination du vieil équipement (sur demande)

Le retrait et élimination du vieil équipement doit être effectuée sur place et assurée par un technicien qualifié en entretien et en réparation.

6.2.3.1 Il incombe à l'entrepreneur de retirer et d'éliminer l'équipement de radioscopie existant situé à l'endroit où les nouveaux appareils doivent être installés.

6.2.3.2 Le service de retrait et d'élimination fourni par l'entrepreneur en vertu de la présente exigence concerne une seule unité de radioscopie existante et tous les périphériques connexes.

6.2.3.3 L'entrepreneur doit s'assurer de ne pas endommager l'équipement, les structures ou les systèmes adjacents à l'équipement de radioscopie retiré. L'entrepreneur est responsable de tous les dommages causés pendant le retrait de l'équipement.

Convenu : **Oui** _____

6.2.4 Exigences réglementaires

6.2.4.1 L'utilisation, l'entretien, l'installation et la manutention des systèmes de radioscopie pour l'inspection des bagages et la formation connexe sont régis par le *Code de sécurité 29 – Dispositifs à rayons X pour l'inspection des bagages – précautions à prendre* de Santé Canada. L'ensemble des activités et des produits livrables exigés de l'entrepreneur pendant la durée de la présente entente doivent être conformes aux lignes directrices et procédures établies par le *Code de sécurité 29*. Pour consulter le *Code* en format PDF, cliquez sur le lien suivant : http://www.hc-sc.gc.ca/ewh-semt/alt_formats/hecs-sesc/pdf/pubs/radiation/code-29/code-29-fra.pdf.

6.2.5 Formation

6.2.5.1 Formation des utilisateurs (obligatoire)

La formation des utilisateurs doit être fournie par le fournisseur. La formation des utilisateurs doit être dispensée dans un endroit fourni par l'entrepreneur dans la région de la capitale nationale (RCN) du Canada (Ottawa, Ontario) pour une seule fois. Aucune autre session de formation sera nécessaire.

6.2.5.1.1 L'entrepreneur doit fournir au SCC un cours complet unique d'une durée maximale de quatre (4) jours à l'intention de cinq (5) à dix (10) concepteurs de formation et formateurs du SCC (ci-après « séminaire de formation des utilisateurs »).

6.2.5.1.2 Le séminaire de formation des utilisateurs doit comprendre, entre autres, une formation en salle de classe dans le cadre de laquelle les concepteurs de formation et les formateurs (CFF) du SCC reçoivent des directives et des instructions pratiques sur la façon d'utiliser les appareils de radioscopie.

6.2.5.1.3 La formation des utilisateurs doit comprendre des documents écrits et des images qui complèteront la formation en salle de classe. Le matériel didactique écrit et les images (ci-après « matériel de formation ») doivent être fournis par l'entrepreneur aux participants du séminaire et au responsable technique (RT) du SCC en copie électronique et en copie papier.

6.2.5.1.4 L'entrepreneur octroiera au SCC le droit inconditionnel et perpétuel d'utiliser le contenu du matériel de formation en tant que contenu intégré aux ressources de formation et programmes d'apprentissage assisté par ordinateur à titre de directives sur l'utilisation des appareils de radioscopie dans le cadre d'initiatives de formation internes du SCC. Le droit d'utiliser le contenu du matériel de formation comprendra également le droit du SCC de faire traduire en français toute partie du contenu pour utilisation dans des initiatives de formation internes du SCC.

- 6.2.5.1.5** L'entrepreneur doit fournir l'appareil de radioscopie requis pour le séminaire de formation des utilisateurs. L'entrepreneur demeure propriétaire de l'appareil de radioscopie et l'enlève de l'endroit où a eu lieu la formation une fois celle-ci terminée. Toutefois, l'appareil utilisé pour donner le séminaire de formation des utilisateurs pourra être utilisé par l'entrepreneur lors de la livraison d'un nouvel appareil de radioscopie dans un établissement dans le cadre d'une commande ultérieure.

Convenu : **Oui** _____

6.2.5.2 Formation sur l'entretien (sur demande)

La formation sur l'entretien doit être fournie par le fournisseur.

- 6.2.5.2.1** L'entrepreneur doit préparer et présenter un cours de formation aux membres du personnel désignés par le SCC comme les personnes responsables de l'entretien de première ligne des appareils de radioscopie. L'entrepreneur doit veiller à ce que le personnel du SCC soit en mesure d'effectuer l'entretien de première ligne pour inclure, mais sans s'y limiter :
- 6.2.5.2.1.1** l'entretien systématique de routine;
 - 6.2.5.2.1.2** les activités de dépannage avec l'aide d'une fiche de contrôle fournie par l'entrepreneur, des outils de diagnostic intégrés de l'appareil de radioscopie et du soutien technique au téléphone;
 - 6.2.5.2.1.3** les remplacements des composantes modulaires de l'appareil de radioscopie à l'aide des pièces et des instructions fournies par l'entrepreneur.
- 6.2.5.2.2** Le cours de formation sur l'entretien doit être présenté sur place à une date déterminée par le RT et dans la langue indiquée dans le profil linguistique régional de l'établissement (voir la section 3.1.5 ci-dessous). La date coïncidera avec l'installation d'un appareil de radioscopie de remplacement fourni par l'entrepreneur. Toutefois, si on manque de temps le jour de l'installation pour assurer à la fois l'installation et la formation, cette formation sera donnée le lendemain sans frais supplémentaire pour le Canada.
- 6.2.5.2.3** Le cours de formation sur l'entretien doit porter sur le contenu des manuels d'entretien qui seront fournis à chaque participant dans la langue indiquée dans le profil linguistique régional de l'établissement qu'il représente (voir la section 3.1.5 ci-dessous).
- 6.2.5.2.4** La formation sur l'entretien ne doit pas prendre plus d'une (1) journée de travail de 7,5 heures, mais elle doit être néanmoins d'une durée suffisante pour que L'entrepreneur puisse garantir que le personnel du SCC responsable de l'entretien de première ligne soit parfaitement capable d'effectuer les tâches et les activités requises qui constituent la démarche d'entretien de première ligne du soumissionnaire.

6.2.6 Exigences linguistiques

6.2.6.1 Le SCC a l'obligation de respecter l'esprit et la lettre de la *Loi sur les langues officielles*. Par conséquent, il est impératif que L'entrepreneur s'assure de ce qui suit :

6.2.6.1.1 les communications orales avec tous les établissements et tout le personnel du SCC dans une région donnée sont offertes dans la langue officielle indiquée dans le profil linguistique de cette région.

6.2.6.2.2 les communications écrites avec tous les établissements et tout le personnel du SCC dans une région donnée sont offertes dans la langue officielle indiquée dans le profil linguistique de cette région.

6.2.6.2 Le profil linguistique d'une région du SCC au Canada indique la ou les langues officielles utilisées pour les activités et la prestation de services de tous les établissements et employés. Les profils linguistiques pour les régions du SCC sont les suivants :

Région	Langue(s) officielle(s)
Atlantique	Anglais pour tous les établissements en dehors de la province du Nouveau-Brunswick Anglais et français pour les établissements dans la province du Nouveau-Brunswick
Québec	Français pour tous les établissements
Ontario	Anglais pour tous les établissements
Prairies	Anglais pour tous les établissements
Pacifique	Anglais pour tous les établissements

6.2.6.3 Tous les produits livrables doivent être réalisés en français et en anglais.

6.2.6.4 Toutes les réunions, les conversations téléphoniques ou les conférences, toute la correspondance par courriel et toutes les autres communications avec le RT doivent avoir lieu en anglais.

6.2.7 Garantie et soutien facultatifs

6.2.7.1 L'acquisition du système doit comprendre : un service de soutien technique; un service de soutien technique par téléphone; un service de soutien technique par le biais d'Internet et un service de soutien technique par télécopieur. Le coût pour le service (incluant les frais de déplacement et de subsistance) doit être compris dans le prix.

6.2.7.2 L'entrepreneur doit fournir des services et un soutien de deuxième et de troisième lignes de sorte que, si un appareil cesse de fonctionner ou brise après un usage normal et que le technicien d'entretien du SCC formé par l'entrepreneur est incapable de le réparer grâce aux solutions d'entretien qui lui ont été présentées pendant la formation offerte par l'entrepreneur, l'appareil soit remis en état ou remplacé par l'entrepreneur, dans les 72 heures.

6.2.7.3 L'entrepreneur doit fournir au SCC un numéro de téléphone sans frais pour joindre un bureau d'aide où il est possible, de 8 h à 16 h (heure locale de l'établissement), d'avoir une conversation avec une personne ou de laisser un message sur une boîte vocale, qui mènera à une réponse offerte au SCC dans les quatre (4) heures de travail suivantes dans la langue indiquée dans le profil linguistique régional de l'établissement (voir la section 3.1.5 ci-dessous).

6.2.7.4 L'entrepreneur doit tenir un inventaire de pièces de rechange pour le remplacement ou la réparation des appareils de radioscopie afin de veiller à ce qu'il puisse procéder dans les 72 heures, à la restauration ou au remplacement de n'importe quel appareil de radioscopie.

6.2.8 Mises à niveau logicielles

L'entrepreneur fournira toutes les mises à jour et les nouvelles versions de logiciel y compris pièces, mises à niveau et correctifs à l'acheteur pendant une période d'un (1) an après l'acceptation, sans frais additionnels.

6.2.9 Lancement du projet

6.2.9.1 Dans les trente (30) jours suivant l'attribution du contrat, le RT et le GPE se rencontreront pour définir les activités qui seront comprises dans le lancement du projet. À la même occasion, le RT et le GPE affecteront les ressources, fixeront les objectifs et établiront le calendrier pour le projet. La phase de lancement du projet doit être terminée au plus tard quarante (40) jours civils suivant l'attribution du contrat.

Convenu : **Oui** _____

6.2.9.2 L'objectif principal de l'exercice de lancement du projet est d'établir les normes, les calendriers et les produits livrables qui régiront le projet tout au long de sa durée de vie.

6.2.10 Manuels

Une série complète de guides de l'utilisateur et de l'entretien, en anglais et en français, doit être fournie avec chaque équipement.

6.3 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre, sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://ccua-sacc.tpsgc-pwgsc.gc.ca/pub/acho-fra.jsp)(<https://ccua-sacc.tpsgc-pwgsc.gc.ca/pub/acho-fra.jsp>)achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

6.3.1 Conditions générales

2010A (2014-11-27) Conditions générales - biens (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

2010A (2014-11-27) Conditions générales - biens (complexité moyenne) est annexée avec la Section 31 - Atteinte aux droits de propriété intellectuelle et redevances comme suit :

- 1) L'entrepreneur déclare et garantit qu'au meilleur de sa connaissance, ni lui ni le Canada ne portera atteinte aux droits de propriété intellectuelle d'un tiers dans le cadre de l'exécution ou de l'utilisation des travaux, et que le Canada n'aura aucune obligation de verser quelque redevance que ce soit à quiconque en ce qui touche les travaux.
- 2) Si quelqu'un présente une réclamation contre le Canada ou l'entrepreneur pour atteinte aux droits de propriété intellectuelle ou pour des redevances en ce qui touche les travaux, cette partie convient d'aviser immédiatement l'autre partie par écrit. En cas de réclamation contre le Canada, le procureur général du Canada, en vertu de la Loi sur le ministre de la Justice, L.R., 1985, ch. J-2, sera chargé des intérêts du Canada dans tout litige où le Canada est partie, mais il peut demander à l'entrepreneur de défendre le Canada contre la réclamation. Dans l'un ou l'autre des cas, l'entrepreneur convient de participer pleinement à la défense et à la négociation d'un règlement, et de payer tous les coûts, dommages et frais juridiques engagés ou payables à la suite de la réclamation, y compris le montant du règlement. Les deux parties conviennent de ne régler aucune réclamation avant que l'autre partie n'ait d'abord approuvé le règlement par écrit.
- 3) L'entrepreneur n'a aucune obligation concernant les réclamations qui sont présentées seulement parce que:
 - (a) le Canada a modifié les travaux ou une partie des travaux sans le consentement de l'entrepreneur ou il a utilisé les travaux ou une partie des travaux sans se conformer à l'une des exigences du contrat; ou
 - (b) le Canada a utilisé les travaux ou une partie des travaux avec un produit qui n'a pas été fourni par l'entrepreneur en vertu du contrat (à moins que l'utilisation ne soit décrite dans le contrat ou dans les spécifications du fabricant); ou
 - (c) l'entrepreneur a utilisé de l'équipement, des dessins, des spécifications ou d'autres renseignements qui lui ont été fournis par le Canada (ou par une personne autorisée par le Canada); ou
 - (d) l'entrepreneur a utilisé un élément particulier de l'équipement ou du logiciel qu'il a obtenu grâce aux instructions précises de l'autorité contractante; cependant, cette exception s'applique uniquement si l'entrepreneur a inclus la présente déclaration dans son contrat avec le fournisseur de cet équipement ou de ce logiciel : « [Nom du fournisseur] reconnaît que les éléments achetés seront utilisés par le gouvernement du Canada. Si une tierce partie prétend que cet équipement ou ce logiciel fourni en vertu du contrat enfreint les droits de propriété intellectuelle, [nom du fournisseur], à la demande de [nom de l'entrepreneur] ou du Canada, défendra à ses propres frais, tant [nom de l'entrepreneur] que le Canada contre cette réclamation et paiera tous les coûts, dommages et frais juridiques connexes ». L'entrepreneur est responsable d'obtenir cette garantie du fournisseur, faute de quoi l'entrepreneur sera responsable de la réclamation envers le Canada.
- 4) Si quelqu'un allègue qu'en raison de l'exécution des travaux, l'entrepreneur ou le Canada enfreint ses droits de propriété intellectuelle, l'entrepreneur doit adopter immédiatement l'un des moyens suivants:
 - (a) prendre les mesures nécessaires pour permettre au Canada de continuer à utiliser la partie des travaux censément enfreinte; ou

- (b) modifier ou remplacer les travaux afin d'éviter de porter atteinte aux droits de propriété intellectuelle, tout en veillant à ce que les travaux respectent toujours les exigences du contrat; ou
- (c) reprendre les travaux et rembourser toute partie du prix contractuel que le Canada a déjà versée.

Si l'entrepreneur détermine qu'aucun de ces moyens ne peut être raisonnablement mis en œuvre, ou s'il ne prend pas l'un de ces moyens dans un délai raisonnable, le Canada peut choisir d'obliger l'entrepreneur à adopter la mesure c), ou d'adopter toute autre mesure nécessaire en vue d'obtenir le droit d'utiliser la ou les parties des travaux censément enfreinte(s), auquel cas l'entrepreneur doit rembourser au Canada tous les frais que celui-ci a engagés pour obtenir ce droit.

6.3.2 Conditions générales supplémentaires

4003 (2010-08-16) Logiciels sous licence

4004 (2013-04-25) Services de maintenance et de soutien des logiciels sous licence

s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

6.4 Demande relative à un contrat (DRC)

(a) Objet d'une DRC

Le Canada commandera les biens à fournir dans le cadre du contrat, selon la demande, au moyen d'une demande relative à un contrat (DRC).

(b) Processus d'émission d'une DRC

6.4.1 Les DRC autorisées dans le cadre de ce contrat seront émises au moyen d'un formulaire dûment rempli reproduit à l'Annexe C par des méthodes comme le télécopieur et le courrier électronique.

6.4.2 Une DRC est préparée par les utilisateurs désignés à la Section 6.7 et envoyée à l'entrepreneur.

6.4.3 La DRC sera traitée en conséquence et contiendra les renseignements énumérés à l'annexe A. La DRC comprendra aussi une base de paiement tel que précisé dans le contrat.

(c) Autorisation d'émettre une DRC

Toute DRC d'une valeur égale ou inférieure à 100,000.00\$ (y compris la TPS ou la TVH) peut être émise par les utilisateurs désignés à l'annexe C. Toute demande ayant une valeur supérieure à 100,000.00 \$ (TPS/TVH comprises) doit être émise par l'autorité contractante. En informant l'entrepreneur par écrit, l'autorité contractante peut en tout temps suspendre le droit des utilisateurs désignés à la section 6.7 d'émettre une demande relative au contrat.

(d) **Contenu d'une DRC**

La DRC doit comprendre les renseignements suivants, s'il y a lieu :

- (i) un numéro de DRC;
- (ii) le détail des codes financiers à utiliser;
- (iii) la quantité et la description des biens commandés;
- (iv) les dates de livraison;
- (v) l'endroit précis de livraison;
- (vi) le prix unitaire ferme payable à l'entrepreneur.

(e) **Frais pour travaux liés à une DRC**

L'entrepreneur ne doit pas facturer au Canada les coûts excédant le prix établi dans la demande relative au contrat à moins que le Canada n'ait apporté une modification à la demande relative au contrat autorisant les dépenses supplémentaires.

(f) **Livraison**

La livraison doit être dans les 30 jours civils suivant la date de la demande relative à un contrat (DRC).

6.5 Durée du contrat

6.5.1 Période du contrat

La période du contrat sera d'une durée de deux (2) ans à compter de la date d'attribution du contrat.

6.5.2 Option de prolongation du contrat

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat pour au plus trois (3) périodes d'une (1) année chacune, selon les mêmes modalités et conditions. Il est entendu avec l'entrepreneur que pendant la durée prolongée du contrat, il sera payé conformément aux dispositions applicables prévues à la base de paiement.

Le Canada peut exercer cette option à n'importe quel moment en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur au moins 30 jours civils avant la date d'échéance du contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

6.6 Responsables

6.6.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est :

Monique Gosselin
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
Direction des produits commerciaux et de consommation
11, rue Laurier
6A2, Phase III, Place du Portage
Gatineau (Québec) K1A 0S5

Téléphone : 819-956-3803
Télécopieur : 819-956-3814
Courriel : monique.gosselin@pwgsc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée, par écrit, par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes ou instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

6.6.2 Responsable technique (à remplir au moment de l'attribution du contrat seulement)

Le responsable technique pour ce contrat est :

Name: _____
Téléphone : ____ - _____
Télécopieur : ____ - _____
Courriel : _____

Le responsable technique nommé ci-dessus représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le responsable technique; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. Ces changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

6.6.3 Autorité des marchés de SCC (remplir)

L'autorité des marchés de SCC pour ce contrat est :

Nom: _____
Téléphone : ____ - _____
Télécopieur : ____ - _____
Courriel : _____

L'Autorité des marchés du SCC est responsable de la gestion des contrats du SCC et pour l'autorisation de tous les travaux liés à ce contrat.

6.6.4 Gestionnaire de projet de l'entrepreneur (GPE) (remplir)

6.6.4.1 L'entrepreneur doit désigner une seule personne qualifiée à titre de GPE. Le GPE agira à titre de point de contact pour toutes les questions concernant la prestation des services par l'entrepreneur en plus de constituer un point d'accès unique pour toute affaire exigeant des communications avec le Responsable technique (RT) relativement à la résolution des problèmes, à la gestion des changements, à la gestion des échéanciers et à d'autres questions touchant la prestation.

6.6.4.2 Le GPE doit être la seule ressource autorisée à communiquer avec le SCC, à moins d'une permission spéciale du RT. Les membres de l'équipe de gestion de l'entrepreneur doivent adresser au RT toute communication visant le SCC par l'entremise du GPE, qui est responsable des communications quotidiennes avec le SCC.

- 6.6.4.3** Dans le cas où le RT ne peut communiquer efficacement avec le GPE ou estime que ce dernier est incapable ou refuse de fournir une qualité de service satisfaisante, le promoteur de projet du SCC informera le directeur de projet de l'entrepreneur de l'impasse. L'entrepreneur devra alors remplacer le GPE par une ressource de compétence équivalente ou supérieure, dans un délai de 60 jours après avoir été informé de la situation par le SCC.
- 6.6.4.4** S'il devient nécessaire de faire suivre un problème à des échelons supérieurs à celui du GPE et du RT, le personnel de l'entrepreneur et du SCC responsable de la gouvernance ultime du projet se penchera sur le problème. On fera suivre tout problème uniquement à l'interne, dans les deux organisations. Le personnel de la gestion du projet (p. ex. le RT du SCC et le GPE) d'un groupe ne doit pas communiquer avec le personnel de la gouvernance du projet (p. ex. le promoteur de projet du SCC et le directeur de projet de l'entrepreneur) de l'autre groupe.

Le Gestionnaire de projet de l'entrepreneur (GPE) pour ce contrat est :

Nom: _____
Téléphone : _____
Télécopieur : _____
Courriel : _____

6.7 Utilisateurs désignés

L'utilisateur désigné autorisé à faire une DRC dans le cadre du contrat est : Responsable technique et l'Autorité des marchés de SCC .

6.8 Paiement

6.8.1 Base de paiement - prix ferme

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations dans le cadre de la demande relative à un contrat (DRC), l'entrepreneur sera payé les prix fermes conformément à la base de paiement à l'annexe A, tel que précisé dans le contrat. Les droits de douane sont inclus et la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée est en sus, s'il y a lieu.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

6.8.2 Limitation des dépenses - Total cumulatif de toutes les demandes relatives à un contrat

6.8.2.1 L'obligation totale du Canada envers l'entrepreneur en vertu du contrat pour toutes les demandes relatives à un contrat (DRC), y compris toutes les révisions, ne doit pas dépasser la somme de \$ (à ajouter à l'attribution du contrat). Les droits de douane sont inclus, et la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée, s'il y a lieu, est en sus.

6.8.2.2 Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins que cette augmentation n'ait été approuvée, par écrit, par l'autorité contractante.

6.8.2.3 L'entrepreneur doit informer l'autorité contractante, par écrit, de la suffisance de cette somme :

- (a) lorsque 75 p. 100 de la somme est engagée,
- (b) quatre (4) mois avant la date d'expiration du contrat, selon la première de ces conditions à se présenter.

6.8.2.4 Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds additionnels requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas la responsabilité du Canada à son égard.

6.8.3 Limitation des dépenses minimum

6.8.3.1 « Valeur maximale du contrat » signifie le montant indiqué à la clause «Limitation des dépenses » énoncée dans le contrat, et « valeur minimale du contrat » signifie _____ \$ (à ajouter à l'attribution du contrat).

6.8.3.2 L'obligation du Canada en vertu du contrat consiste à demander des biens jusqu'à concurrence de la valeur minimale du contrat ou, au choix du Canada, de payer l'entrepreneur à la fin du contrat conformément au paragraphe 3. En contrepartie de cette obligation, l'entrepreneur convient de se tenir prêt, pendant toute la durée du contrat, à fournir les biens décrits dans le contrat. La responsabilité maximale du Canada à l'égard des biens fournis dans le cadre du contrat ne doit pas dépasser la valeur maximale du contrat, à moins d'une augmentation autorisée par écrit par l'autorité contractante.

6.8.3.3 Si le Canada ne demande pas de biens pour un montant correspondant à la valeur minimale du contrat pendant la période du contrat, le Canada paiera à l'entrepreneur la différence entre la valeur minimale du contrat et le coût total des biens demandés.

6.8.3.4 Le Canada n'assumera aucune obligation envers l'entrepreneur en vertu de la présente clause, si le Canada résilie le contrat en totalité ou en partie pour inexécution.

6.8.4 Rapport d'utilisation périodique - Contrat comprenant une demande relative à un contrat (DRC)

L'entrepreneur doit compiler et tenir des données sur la prestation des travaux au gouvernement fédéral dans le cadre de demandes relatives à un contrat émises dans le cadre du contrat.

L'entrepreneur doit fournir ces données conformément aux exigences en matière d'établissement de rapports décrites ci-dessous. Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit être indiquée dans le rapport. Si aucun travail n'a été effectué durant une période donnée, l'entrepreneur doit présenter un rapport « néant ». Les données doivent être soumises conformément aux directives figurant à l'annexe E.

Les données doivent être présentées chaque trimestre à l'autorité contractante..

Les données doivent être soumises à l'autorité contractante au plus tard dix (10) jours civils après la période de déclaration.

Exigence en matière de rapport – Explications

Il faut tenir à jour un dossier détaillé de tous les travaux autorisés pour chaque contrat comprenant une demande relative à un contrat. Ce dossier doit contenir :

Pour chaque DRC autorisée :

- (i) le numéro de la DRC autorisée ou le numéro de révision de la DRC;
- (ii) le titre ou une courte description de chaque DRC autorisée;
- (iii) le coût total estimatif précisé des travaux pour chaque DRC autorisée, TPS ou TVH en sus;
- (iv) les dates de début et de fin de chaque DRC autorisée;
- (v) l'état actuel de chaque DRC autorisée, s'il y a lieu.

Pour toutes les DRC autorisées :

- (i) le montant (TPS ou TVH en sus) précisé dans le Contrat (selon la dernière modification, s'il y a lieu) de la responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur pour toutes les DRC autorisées;
- (ii) le montant total, TPS ou TVH en sus, dépensé jusqu'à présent pour toutes les DRC autorisées.

6.8.5 Clauses du guide des CCUA

C2000C	Taxes - entrepreneur établi à l'étranger	2007-11-30
C2605C	Droits de douane, taxe de vente - Canada	2008-05-12
H1001C	Paiements multiples	2008-05-12

6.9 Instructions pour la facturation

6.9.1 L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé "Présentation des factures" des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.

6.9.2 Les factures doivent être distribuées comme suit :

- a) L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'adresse qui apparaît à la page 1 du contrat pour attestation et paiement.
- b) Un (1) exemplaire doit être envoyé à l'autorité contractante identifiée sous l'article intitulé "Responsables" du contrat.

6.10 Attestations

6.10.1 Conformité

Le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ainsi que la coopération constante quant aux renseignements connexes sont des conditions du contrat. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur ou, à fournir les renseignements connexes, ou encore si on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le

droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

6.10.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Manquement de la part de l'entrepreneur

Lorsqu'un Accord pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi a été conclu avec Emploi et Développement social Canada (EDSC) - Travail, l'entrepreneur reconnaît et s'engage, à ce que cet accord demeure valide pendant toute la durée du contrat. Si l'Accord pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi devient invalide, le nom de l'entrepreneur sera ajouté à la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » du PCF. L'imposition d'une telle sanction par EDSC fera en sorte que l'entrepreneur sera considéré non conforme aux modalités du contrat.

6.11 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur dans la province de l'Ontario, Canada et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

6.12 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre les textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur ladite liste.

- (a) les articles de la convention;
- (b) les conditions générales supplémentaires 4003 (2010-08-16) Logiciels sous licence et 4004 (2013-04-25) Services de maintenance et de soutien des logiciels sous licence;
- (c) 2010A (2014-09-25) Conditions générales - biens (complexité moyenne);
- (d) Annex A, Besoin / Base de Paiement;
- (e) Annex B, Spécifications obligatoires pour un appareil de radioscopie à tunnel standard;
- (f) Annexe B-1, Spécifications obligatoires pour un appareil de radioscopie à large tunnel;
- (g) Annex C, Modèle de demande relative à un contrat (DRC);
- (h) Annex D, Rapport d'usage périodique;
- (i) Annex F, Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité;
- (j) la soumission de l'entrepreneur en date du _____ (*inscrire la date de la soumission*)

6.13 Clauses du guide des CCUA

B1501C	Appareillage électrique	2006-06-16
A9068C	Règlements concernant les emplacements du gouvernement	2010-01-11
A2000C	Ressortissants étrangers (<i>entrepreneur canadien</i>)	2006-06-16
A2001C	Ressortissants étrangers (<i>entrepreneur étranger</i>)	2006-06-16
G1005C	Assurances	2008-05-12

Solicitation No. - N° de l'invitation
21120-140531/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
21120-140531

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
pv91521120-140531

Buyer ID - Id de l'acheteur
pv915
CCC No./N° CCC - FMS No/N° VME

6.14 Instructions pour l'expédition

6.14.1 Instructions pour l'expédition - livraison à destination

1. Les biens doivent être expédiés au point de destination précisé dans le contrat et livrés :

rendu droits acquittés (DDP) conformément à l'annexe A, selon les Incoterms 2000 pour les expéditions en provenance d'un entrepreneur commercial.
2. L'entrepreneur devra assumer tous les frais de livraison et d'administration, les coûts et risques de transport, ainsi que de dédouanement, en plus de verser les droits de douane et les taxes.

ANNEXE A
BESOIN / BASE DE PAIEMENT

Le Service correctionnel du Canada a besoin de la fourniture, de l'installation, de la configuration, de l'enlèvement et de l'élimination liés à vingt-trois (23) appareils de radioscopie dotés d'un tunnel standards et à deux (2) appareils de radioscopie dotés d'un tunnel de grande taille ainsi que la formation des opérateurs (une seule fois) et des responsables de l'entretien pour au plus 5 à 10 utilisateurs, conformément aux spécifications obligatoires décrites l'annexe B et B-1, pour livraison dans tout le Canada. Le contrat visera une période de deux ans à compter de la date d'attribution.

Le besoin comprend également une option irrévocable visant le renouvellement annuel du contrat pour trois (3) périodes supplémentaires d'un (1) an chacune et prolonger la garantie pour quatre (4) périodes supplémentaires d'un (1) an chacune.

ARTICLE 1
ANNÉE 1 (2015-2016)

Article	Établissement / Unité opérationnelle	Qté	Retrait et élimination	Formation sur l'entretien	Prix unitaire ferme (y compris fourniture, installation, configuration et formation des utilisateurs) RDA Destination
Appareil de radioscopie doté d'un tunnel standard selon les spécifications obligatoires détaillées à l'annexe B	Région du Québec				
	Établissement Archambault 242 Montée Gagnon, Sainte-Anne-des-Plaines, QC J0N 1H0	1	-	1	\$ _____
	Établissement Drummond 2025 Jean-de-Brébeuf, Drummondville, QC J2B 7Z6	1	-	1	\$ _____
	Région de l'Ontario				
	Établissement de Beaver Creek 2000 promenade Beaver Creek, Gravenhurst, ON P0B 1B0	1	1	1	\$ _____
	Établissement pour femmes Grand Valley 1575 boul. Homer Watson, Kitchener, ON N2P 2C5	1	-	1	\$ _____

Article	Établissement / Unité opérationnelle	Qté	Retrait et élimination	Formation sur l'entretien	Prix unitaire ferme (y compris fourniture, installation, configuration et formation des utilisateurs) RDA Destination
Appareil de radioscopie doté d'un tunnel standard selon les spécifications obligatoires détaillées à l'annexe B	Région des Prairies				
	Centre de formation correctionnelle 5600, 11 ^e Avenue Regina, SK S4P 3J7	1	-	1	\$ _____
	Établissement de Stony Mountain Route 7, Boîte 72 Stony Mountain, MB R0C 3A0	2	-	1	\$ _____
	Établissement de Drumheller Route 9, Boîte 3000 Drumheller, AB T0J 0Y0	1	-	1	\$ _____
	Établissement d'Edmonton pour femmes 11151, 178 ^{ième} Street Edmonton, AB T5S 2H9	1	-	1	\$ _____
	Région du Pacifique				
	Établissement de Kent 4732 chemin Cemetery Box 1500 Agassiz, BC V0M 1A0	1	-	1	\$ _____
	Établissement de Fraser Valley 3344 rue King Abbotsford, BC V2S 6J5	1	-	1	\$ _____

Article	Établissement / Unité opérationnelle	Qté	Retrait et élimination	Formation sur l'entretien	Prix unitaire ferme (y compris fourniture, installation, configuration et formation des utilisateurs) RDA Destination
Appareil de radioscopie doté d'un large tunnel selon les spécifications obligatoires détaillées à l'annexe B-1	Région de l'Atlantique				
	Établissement de Springhill 330 McGee Street Springhill, NE B0M 1X0	1	-	1	\$ _____
	Région des Prairies				
	Établissement d'Edmonton 21611 rue Meridian, Boîte 2290 Edmonton, AB T5J 3H7	1	-	1	\$ _____

ANNÉE 2 (2016-2017)

Article	Établissement / Unité opérationnelle	Qté	Retrait et élimination	Formation sur l'entretien	Prix unitaire ferme (y compris fourniture, installation, configuration et formation des utilisateurs) RDA Destination
Appareil de radioscopie doté d'un tunnel standard selon les spécifications obligatoires détaillées à l'annexe B	Région de l'Atlantique				
	Établissement de Springhill 330 McGee Street Springhill, NE B0M 1X0	1	-	-	\$ _____
	Pénitencier de Dorchester 4902 Main Street Dorchester, NB E4K 2Y9	1	-	1	\$ _____
	Établissement Nova pour femmes 180 James Street Truro, NE B2N 6R6	1	-	1	\$ _____

Article	Établissement / Unité opérationnelle	Qté	Retrait et élimination	Formation sur l'entretien	Prix unitaire ferme (y compris fourniture, installation, configuration et formation des utilisateurs) RDA Destination
Appareil de radioscopie doté d'un tunnel standard selon les spécifications obligatoires détaillées à l'annexe B	Région de Québec				
	Centre fédéral de formation 6099 Boulevard Levesque Est Laval, QC H7C 1P1	1	-	1	\$ _____
	Établissement de Donnacona 1537 route 138 Donnacona, QC G3M 1C9	1	-	1	\$ _____
	Établissement de Conwansville 400 ave. Fordyce Cowansville, QC J2K 3N7	1	-	1	\$ _____
	Établissement de La Macaza 321 Chemin de l'Aéroport La Macaza, QC J0T 1R0	1	-	1	\$ _____
	Région des Prairies				
	Pavillon de ressourcement Okimaw Ohci Box 1929 Maple Creek, SK S0N 1N0	1	-	1	\$ _____
	Établissement de Drumheller Route 9 Boîte 3000 Drumheller, AB T0J 0Y0	1	-	-	\$ _____
	Établissement de Grande Cache Ave. Hoppe, Bag 4000 Grande Cache, AB T0E 0Y0	1	-	1	\$ _____

Article	Établissement / Unité opérationnelle	Qté	Retrait et élimination	Formation sur l'entretien	Prix unitaire ferme (y compris fourniture, installation, configuration et formation des utilisateurs) RDA Destination
Appareil de radioscopie doté d'un tunnel standard selon les spécifications obligatoires détaillées à l'annexe B	Région des Prairies (suite)				
	Établissement de Bowden Route 2, Boîte 6000 Innisfail, AB T4G 1V1	1	-	1	\$ _____
	Établissement de Grierson 9530 – 101 ^e Avenue (sous-sol) Edmonton, AB T5H 0B3	1	-	1	\$ _____

ANNÉES FACULTATIVES

Si les années d'option sont exercées après la 2^{ème} année, les hausses de prix seront autorisés comme suit:

Le moindre des éléments suivants: l'augmentation de l'Indice des prix à la consommation (IPC) ou Indices des prix des produits industriels (IPII) spécifié par Statistique Canada au cours de l'année civile précédente OU le prix publié au meilleur client de l'entrepreneur pour l'année civile.

1^{ÈME} ANNÉE FACULTATIVE (2017-2018)

Article	Établissement / Unité opérationnelle	Qté	Retrait et élimination	Formation sur l'entretien	Prix unitaire ferme (y compris fourniture, installation, configuration et formation des utilisateurs) RDA Destination
Appareil de radioscopie doté d'un tunnel standard selon les spécifications obligatoires détaillées à l'annexe B	Région de l'Atlantique				
	Établissement de Springhill 330 rue McGee Springhill, NE B0M 1X0	1	-	1	À être négocié si l'option est exercée
	Région de Québec				
	Centre régional de réception 246 Montée Gagnon Sainte-Annes-des-Plaines, QC J0N 1N0	1	1	1	À être négocié si l'option est exercée
	Région de l'Ontario				
	Établissement de Millhaven Box 280, 5775 rue Bath Route 33 Bath, ON K0H 1G0	1	1	1	À être négocié si l'option est exercée
	Établissement de Joyceville 3766 route 15 Kingston, ON K7L 4X	1	1	1	À être négocié si l'option est exercée

Article	Établissement / Unité opérationnelle	Qté	Retrait et élimination	Formation sur l'entretien	Prix unitaire ferme (y compris fourniture, installation, configuration et formation des utilisateurs) RDA Destination
Appareil de radioscopie doté d'un tunnel standard selon les spécifications obligatoires détaillées à l'annexe B	Région des Prairies				
	Pénitencier de la Saskatchewan 15 th Street West, Boîte 160 Prince Albert, SK S6V 5R6	1	1	1	À être négocié si l'option est exercée
	Pavillon de ressourcement Okimaw Ohci Boîte 1929 Maple Creek, SK J0N 1N0	1	1	-	À être négocié si l'option est exercée
	Pavillon de ressourcement Willow Cree Boîte 520 Duck Lake, SK S0K 1J0	1	1	1	À être négocié si l'option est exercée
	Établissement de Grande Cache Avenue Hoppe, Boîte 4000 Grande Cache, AB T0E 0Y0	1	1	-	À être négocié si l'option est exercée
	Établissement d'Edmonton pour femmes 11151, 178 th Street Edmonton, AB T5S 2H9	1	1	-	À être négocié si l'option est exercée
	Région du Pacifique				
	Établissement du Pacifique 33344 chemin King, Boîte 1600 Abbotsford, CB V0M 1A0	1	1	1	À être négocié si l'option est exercée

2^{ÈME} ANNÉE FACULTATIVE (2018-2019)

Article	Établissement / Unité opérationnelle	Qté	Retrait et élimination	Formation sur l'entretien	Prix unitaire ferme (y compris fourniture, installation, configuration et formation des utilisateurs) RDA Destination
Appareil de radioscopie doté d'un tunnel standard selon les spécifications obligatoires détaillées à l'annexe B	Région de l'Atlantique				
	Établissement de l'Atlantique 13175 Route 8, Box 102 Renous, NB E9E 2E1	1	1	1	À être négocié si l'option est exercée
	Région de Québec				
	Établissement Archambault- Minimum 242 Montée Gagnon Sainte-Anne-des-Plaines, QC J0N 1N0	1	1	-	À être négocié si l'option est exercée
	Établissement de Port Cartier Chemin de l'Aéroport, Boîte 7070 Port-Carter, QC G5B 2W2	1	1	1	À être négocié si l'option est exercée
	Région de l'Ontario				
	Établissement de Bath Boîte 1500, 5775 chemin Bath Both, ON K0H 1G0	1	1	1	À être négocié si l'option est exercée
	Région des Prairies				
	Centre psychiatrique régional 2520 avenue Central North Boîte 9243 Saskatoon, SK S7K 3X5	1	1	1	À être négocié si l'option est exercée
	Pénitencier de la Saskatchewan 15 ^e Street West, Boîte 160 Prince Albert, SK S6V 5R6	1	1	-	À être négocié si l'option est exercée

Article	Établissement / Unité opérationnelle	Qté	Retrait et élimination	Formation sur l'entretien	Prix unitaire ferme (y compris fourniture, installation, configuration et formation des utilisateurs) RDA Destination
Appareil de radioscopie doté d'un tunnel standard selon les spécifications obligatoires détaillées à l'annexe B	Région des Prairies (suite)				
	Pénitencier de la Saskatchewan - Minimum 15 th Street West, Boîte 160 Prince Albert, SK S6V 5R6	1	1	-	À être négocié si l'option est exercée
	Région du Pacifique				
	Établissement de Matsqui 33344 chemin King, Boîte 2500 Abbotsford, BC V2S 4P3	1	1	1	À être négocié si l'option est exercée
Appareil de radioscopie doté d'un large tunnel selon les spécifications obligatoires détaillées à l'annexe B-1	Établissement Mountain 4732 chemin Cemetery Boîte 1600 Agassiz, BC V0M 1A0	1	1	1	À être négocié si l'option est exercée
	Région de l'Ontario				
	Établissement de Millhaven Boîte 280, 5775 rue Bath Route 33 Bath, ON K0H 1G0	1	1	1	À être négocié si l'option est exercée

3^{IÈME} ANNÉE FACULTATIVE (2019-2020)

Article	Établissement / Unité opérationnelle	Qté	Retrait et élimination	Formation sur l'entretien	Prix unitaire ferme (y compris fourniture, installation, configuration et formation des utilisateurs) RDA Destination
Appareil de radioscopie doté d'un tunnel standard selon les spécifications obligatoires détaillées à l'annexe B	Région de l'Atlantique				
	Pénitencier de Dorchester 4902 rue Main Dorchester, NB E4K 2Y9	1	1	-	À être négocié si l'option est exercée
	Région de Québec				
	Établissement Archambault 242 Montée Gagnon Sainte-Anne-des-Plaines, QC J0N 1N0	1	1	-	À être négocié si l'option est exercée
	Centre régional de réception 246 Montée Gagnon Sainte-Anne-des-Plaines, QC J0N 1N0	1	1	-	À être négocié si l'option est exercée
	Région de l'Ontario				
	Établissement de Collins Bay 1455 chemin Bath, Boîte 190 Kingston, ON K7L 4V9	1	1	1	À être négocié si l'option est exercée
	Établissement de Warkworth County Road 29, Boîte 760 Campbellford, ON K0L 1L0	1	1	1	À être négocié si l'option est exercée
	Établissement pour femmes de Grand Valley 1575 boul Homer Watson Kitchener, ON N2P 2C5	1	1	-	À être négocié si l'option est exercée

Article	Établissement / Unité opérationnelle	Qté	Retrait et élimination	Formation sur l'entretien	Prix unitaire ferme (y compris fourniture, installation, configuration et formation des utilisateurs) RDA Destination
Appareil de radioscopie doté d'un tunnel standard selon les spécifications obligatoires détaillées à l'annexe B	Région des Prairies				
	Établissement de Stony Mountain Boîte 4500 Route 7 Stony Mountain, MB R3C 3W8	1	1	-	À être négocié si l'option est exercée
	Pénitencier de la Saskatchewan 15 th Street West, Boîte 160 Prince Albert, SK S6V 5R6	1	1	-	À être négocié si l'option est exercée
	Établissement de Bowden Route 2, Boîte 6000 Innisfail, AB T4G 1V1	1	1	-	À être négocié si l'option est exercée
	Région du Pacifique				
	Établissement de William Head 6000 chemin William Head Victoria, CB V9C 0B5	1	1	1	À être négocié si l'option est exercée

Solicitation No. - N° de l'invitation 21120-140531/A	Amd. No. - N° de la modif. pv915	Buyer ID - Id de l'acheteur pv915
Client Ref. No. - N° de réf. du client 21120-140531	File No. - N° du dossier pv91521120-140531	CCC No./N° CCC - FMS No/N° VME

ARTICLE 2

Les soumissionnaires doivent fournir un prix annuel ferme pour les quatre (4) périodes supplémentaires d'un an afin d'être jugée recevable.

Cette option débutera après l'expiration de la période initiale de garantie d'un an.

- | | |
|--|--------------------------------------|
| 1 ^{ère} année facultative (2016-2017) – Accord de garantie couvrant tous les aspects identifiés dans PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS, Section 3.1.6 | Prix de lot ferme \$ _____ / année 1 |
| 2 ^{ème} année facultative (2017-2018) – Accord de garantie couvrant tous les aspects identifiés dans PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS, Section 3.1.6 | Prix de lot ferme \$ _____ / année 2 |
| 3 ^{ème} année facultative (2018-2019) – Accord de garantie couvrant tous les aspects identifiés dans PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS, Section 3.1.6 | Prix de lot ferme \$ _____ / année 3 |
| 4 ^{ème} année facultative (2019-2020) – Accord de garantie couvrant tous les aspects identifiés dans PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS, Section 3.1.6 | Prix de lot ferme \$ _____ / année 4 |

ANNEXE B

SPÉCIFICATIONS OBLIGATOIRES POUR UN APPAREIL DE RADIOSCOPIE DOTÉ D'UN TUNNEL STANDARD

Le Service correctionnel du Canada (SCC) a besoin de faire appel aux services d'une société compétente pour l'approvisionnement, l'installation, la configuration et le soutien d'appareils de radioscopie aux fins de la détection d'objets interdits introduits dans les établissements correctionnels fédéraux du Canada par l'entremise de colis et de matériel. Ces appareils sont utilisés pour passer en radioscopie les colis et le matériel introduits dans un établissement afin de détecter la présence de substances et d'objets interdits. L'appareil doit être un produit disponible sur le marché.

Les fournisseurs doivent effectuer un renvoi concis, pour chaque critère technique obligatoire, en fournissant, suivant le cas, une référence relative au numéro de page, de paragraphe et de sous-paragraphe de leur documentation technique à l'appui.

1.0 EXIGENCES GÉNÉRALES

- 1.1 L'appareil doit être en mesure de passer à la radioscopie un objet d'au moins 60 cm de largeur et de 40 cm de hauteur et d'une longueur minimum de 3 mètres;

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

- 1.2 L'appareil doit pouvoir être transporté par l'équipe d'installation de l'entrepreneur par une porte d'une largeur de 89 cm et d'une hauteur de 210 cm;

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

- 1.3 L'appareil doit passer à la radioscopie des articles et afficher en temps réel les résultats sur un moniteur à l'intention de l'utilisateur;

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

- 1.4 L'appareil doit avoir un résultat désigné de MTBF (moyenne des temps de bon fonctionnement) d'au moins 10 000 heures sur une période de 10 ans;

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

- 1.5 L'appareil doit avoir au moins six plateaux pouvant accueillir de petits objets à être examinés spécialement conçus pour cette fonction;

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

- 1.6 Les plateaux ne doivent pas diminuer de façon fonctionnelle la qualité de l'image de l'appareil pour le balayage de petits objets;

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

- 1.7 Les plateaux doivent pouvoir passer dans l'appareil lorsqu'ils sont vides;

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

1.8 Les plateaux doivent mesurer au moins 30 cm de large, 40 cm de long et 15 cm de haut;

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

1.9 L'appareil doit être « déverrouillé » par l'utilisateur grâce à une méthode d'accès de sécurité personnelle portative (p. ex. une clé, une carte d'identité à radiofréquence, une carte à bande magnétique, etc.) avant de pouvoir être utilisé;

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

1.10 Tout au long de sa durée de vie, l'appareil doit recueillir, entreposer et fournir les renseignements sur l'usage suivants à l'utilisateur :

1.10.1 Durée totale de fonctionnement (c.-à-d. « activé »);

1.10.2 Nombre total de balayages effectués;

1.10.3 Nombre total de temps pendant lequel le générateur a activement émis des rayons X.

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

2.0 EXIGENCES FONCTIONNELLES

2.1 La puissance des rayons X de l'appareil doit être suffisante pour pénétrer l'acier à une épaisseur d'au moins 26 mm à chaque balayage;

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

2.2 L'appareil doit produire des images d'une résolution d'un fil de cuivre massif d'un calibre d'au moins 36 AWG à chaque balayage;

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

2.3 L'appareil doit avoir une capacité autonome, sans intervention de l'utilisateur autre que celle de placer un objet à examiner, d'acheminer un objet dans son tunnel de balayage, d'effectuer le balayage et de faire passer l'objet à travers son tunnel de balayage vers une zone où l'utilisateur peut le récupérer;

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

2.4 L'appareil doit être muni d'un écran couleur d'au moins 22 pouces de diagonale;

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

2.5 L'écran doit avoir une surface antireflet;

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

2.6 L'appareil doit permettre à l'utilisateur de manipuler l'image de façon à ce que toute l'étendue du contraste de l'image générée par le balayage puisse être visionnée à divers niveaux d'intensité. Cette fonction ne doit pas nécessiter que l'objet soit balayé de nouveau;

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

- 2.7** L'appareil doit permettre à l'utilisateur d'effectuer un zoom sur une image selon un ratio d'au moins 10:1;

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

- 2.8** L'appareil doit offrir des fonctions de diagnostic pour faciliter les vérifications d'entretien et de routine. Ces fonctions doivent inclure, au minimum :

- 2.8.1 Un menu de diagnostic sur la console de l'utilisateur;
- 2.8.2 La capacité de brancher un système informatique à l'appareil pour soutenir les capacités de dépannage et d'entretien préventif; ce système informatique pourrait être un ordinateur portable ou un autre appareil informatique local.

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

3.0 EXIGENCES PHYSIQUES

- 3.1** L'espace occupé par l'appareil doit être inférieur à 3 mètres de longueur sur 2 mètres de largeur pendant son opération normale;

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

- 3.2** L'appareil doit être placé sur des roulettes avec blocage afin qu'on puisse le déplacer sur une courte distance allant jusqu'à 30 mètres, au besoin;

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

- 3.3** Une étiquette doit être apposée de façon permanente sur l'extérieur de l'appareil, indiquant le nom du fabricant, le numéro de modèle ou d'ensemble, le numéro de série et l'alimentation secteur requise;

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

- 3.4** La console de l'utilisateur (y compris l'écran) doit avoir la capacité d'être à une distance allant jusqu'à 5 mètres de l'appareil

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

- 3.5** L'appareil doit permettre la consignation des balayages. Pour ce faire, l'appareil doit conserver les renseignements suivants dans un registre unique pour chaque balayage:

- 3.5.1 Numéro d'identification du balayage;
- 3.5.2 Numéro d'identification de l'appareil;
- 3.5.3 Renseignements d'identification de l'utilisateur;
- 3.5.4 Heure et date;
- 3.5.5 Le ou les fichiers des données de balayage.

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

- 3.6** L'appareil doit conserver les fichiers localement pendant au moins 30 jours;

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

- 3.7** L'appareil doit avoir la capacité de transmettre les données sur les balayages entreposées à un dispositif de stockage de données externe, notamment un ordinateur, un disque dur ou un support amovible;

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

- 3.8** Cette transmission doit être effectuée grâce à une méthode normalisée, notamment Ethernet TCP/IP, USB, SATA, etc.

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

4.0 EXIGENCES ENVIRONNEMENTALES

- 4.1** L'appareil doit pouvoir fonctionner normalement à une température allant de 0 °C à 40 °C;

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

- 4.2** L'appareil doit être en mesure de fonctionner normalement à un niveau d'humidité allant jusqu'à 95 % (sans condensation);

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

- 4.3** L'appareil ne doit pas nécessiter de refroidissement externe;

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

- 4.4** Le rendement de l'appareil ne doit pas être touché par la présence et l'utilisation d'équipement électronique dans l'établissement. Les distances minimales requises auxquelles l'équipement doit être en mesure de fonctionner près de l'appareil sans créer d'interférences sont les suivantes:

4.4.1	Émetteur-récepteur radio de 5 watts	1 mètre
4.4.2	Émetteur-récepteur VHF et UHF de 6 watts	1 mètre
4.4.3	Émetteur portatif personnel de 25 mW fonctionnant dans la bande 420-430 MHz	1 mètre
4.4.4	Autre équipement d'émission, de réception et de distribution par radiofréquence	5 mètres
4.4.5	Ordinateur personnel et postes de travail	5 mètres

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

- 4.5** L'appareil ne doit avoir aucun effet négatif sur les articles balayés, y compris mais sans exclure d'autres, les appareils électroniques, les dispositifs d'enregistrement et la pellicule photo.

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

5.0 ALIMENTATION

- 5.1 L'appareil de radioscopie doit fonctionner grâce à une prise électrique normale de 120 V/15 A CA sans adaptateur ni modification;

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

- 5.2 L'appareil doit répondre aux spécifications définies dans la norme IEC : IEC 61000-4-4:2012 (Essai d'immunité aux transitoires électriques rapides en salves) ou à celles d'une norme industrielle équivalente;

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

- 5.3 L'appareil ne doit pas générer de rayons X lorsqu'il est mis en marche ou réactivé après une panne de courant, sauf lorsque cela est requis pour la calibration du système interne quand il est alimenté à nouveau et mis en veille.

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

6.0 EXIGENCES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ

- 6.1 L'appareil de radioscopie doit satisfaire aux exigences en matière de sécurité en vigueur établies dans la partie IV de la *Loi sur les dispositifs émettant des radiations* émanant du ministère de la Justice. Pour consulter la *Loi* en format PDF, cliquez sur le lien suivant : http://laws-lois.justice.gc.ca/PDF/C.R.C.,_c._1370.pdf

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

- 6.2 L'appareil doit satisfaire aux exigences en matière de sécurité en vigueur établies dans le *Code de sécurité 29 – Dispositifs à rayons X pour l'inspection des bagages – précautions à prendre* de Santé Canada. Pour consulter le *Code* en format PDF, cliquez sur le lien suivant : http://www.hc-sc.gc.ca/ewh-semt/alt_formats/hecs-sesc/pdf/pubs/radiation/code-29/code-29-fra.pdf;

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

- 6.3 L'appareil de radioscopie doit être muni d'éléments visant à empêcher que des vêtements, des membres ou des articles restent pris dans ses pièces mobiles internes pendant son utilisation normale;

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

- 6.4 L'appareil ne doit pas être muni de composantes externes dont la température augmente pendant l'utilisation normale à un tel point que cela pourrait causer des dommages à des objets ou des blessures à des gens.

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

ANNEXE B-1

SPÉCIFICATIONS OBLIGATOIRES POUR UN APPAREIL DE RADIOSCOPIE DOTÉ D'UN LARGE TUNNEL

Correctional Service Canada (CSC) requires a qualified firm to supply, install, configure, and support x-ray scanners for the detection of contraband entering through packages and material to federal correctional facilities across Canada. These Scanners are used to scan packages and material entering the Institution for contraband substances and items. The Scanner must be a commercial, off-the-shelf (COTS) product

Les fournisseurs doivent effectuer un renvoi concis, pour chaque critère technique obligatoire, en fournissant, suivant le cas, une référence relative au numéro de page, de paragraphe et de sous-paragraphe de leur documentation technique à l'appui.

2.0 EXIGENCES GÉNÉRALES

- 1.1 L'appareil doit être en mesure de passer à la radioscopie un objet d'au moins 75 cm de largeur et de 55 cm de hauteur et d'une longueur minimum de 3 mètres;

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

- 1.2 L'appareil doit passer à la radioscopie des articles et afficher en temps réel les résultats sur un moniteur à l'intention de l'utilisateur;

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

- 1.3 L'appareil doit avoir un résultat désigné de MTBF (moyenne des temps de bon fonctionnement) d'au moins 10 000 heures sur une période de 10 ans;

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

- 1.4 L'appareil doit avoir au moins six plateaux pouvant accueillir de petits objets à être examinés spécialement conçus pour cette fonction;

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

- 1.5 Les plateaux ne doivent pas diminuer de façon fonctionnelle la qualité de l'image de l'appareil pour le balayage de petits objets;

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

- 1.6 Les plateaux doivent pouvoir passer dans l'appareil lorsqu'ils sont vides;

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

- 1.7 Les plateaux doivent mesurer au moins 30 cm de large, 40 cm de long et 15 cm de haut;

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

- 1.8** L'appareil doit être « déverrouillé » par l'utilisateur grâce à une méthode d'accès de sécurité personnelle portative (p. ex. une clé, une carte d'identité à radiofréquence, une carte à bande magnétique, etc.) avant de pouvoir être utilisé;

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

- 1.9** Tout au long de sa durée de vie, l'appareil doit recueillir, entreposer et fournir les renseignements sur l'usage suivants à l'utilisateur :

- 1.10.1 Durée totale de fonctionnement (c.-à-d. « activé »);
- 1.10.2 Nombre total de balayages effectués;
- 1.10.3 Nombre total de temps pendant lequel le générateur a activement émis des rayons X.

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

2.0 EXIGENCES FONCTIONNELLES

- 2.1** La puissance des rayons X de l'appareil doit être suffisante pour pénétrer l'acier à une épaisseur d'au moins 26 mm à chaque balayage;

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

- 2.2** L'appareil doit produire des images d'une résolution d'un fil de cuivre massif d'un calibre d'au moins 36 AWG à chaque balayage;

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

- 2.3** L'appareil doit avoir une capacité autonome, sans intervention de l'utilisateur autre que celle de placer un objet à examiner, d'acheminer un objet dans son tunnel de balayage, d'effectuer le balayage et de faire passer l'objet à travers son tunnel de balayage vers une zone où l'utilisateur peut le récupérer;

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

- 2.4** L'appareil doit être muni d'un écran couleur d'au moins 22 pouces de diagonale;

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

- 2.5** L'écran doit avoir une surface antireflet;

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

- 2.6** L'appareil doit permettre à l'utilisateur de manipuler l'image de façon à ce que toute l'étendue du contraste de l'image générée par le balayage puisse être visionnée à divers niveaux d'intensité. Cette fonction ne doit pas nécessiter que l'objet soit balayé de nouveau;

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

- 2.7** L'appareil doit permettre à l'utilisateur d'effectuer un zoom sur une image selon un ratio d'au moins 10:1;

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

2.8 L'appareil doit offrir des fonctions de diagnostic pour faciliter les vérifications d'entretien et de routine. Ces fonctions doivent inclure, au minimum :

- 2.8.1 Un menu de diagnostic sur la console de l'utilisateur;
- 2.8.2 La capacité de brancher un système informatique à l'appareil pour soutenir les capacités de dépannage et d'entretien préventif; ce système informatique pourrait être un ordinateur portable ou un autre appareil informatique local.

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

3.0 EXIGENCES PHYSIQUES

3.1 L'espace occupé par l'appareil doit être inférieur à 3 mètres de longueur sur 2 mètres de largeur pendant son opération normale;

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

3.2 L'appareil doit être placé sur des roulettes avec blocage afin qu'on puisse le déplacer sur une courte distance allant jusqu'à 30 mètres, au besoin;

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

3.3 Une étiquette doit être apposée de façon permanente sur l'extérieur de l'appareil, indiquant le nom du fabricant, le numéro de modèle ou d'ensemble, le numéro de série et l'alimentation secteur requise;

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

3.4 La console de l'utilisateur (y compris l'écran) doit avoir la capacité d'être à une distance allant jusqu'à 5 mètres de l'appareil

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

3.5 L'appareil doit permettre la consignation des balayages. Pour ce faire, l'appareil doit conserver les renseignements suivants dans un registre unique pour chaque balayage:

- 3.5.1 Numéro d'identification du balayage;
- 3.5.2 Numéro d'identification de l'appareil;
- 3.5.3 Renseignements d'identification de l'utilisateur;
- 3.5.4 Heure et date;
- 3.5.5 Le ou les fichiers des données de balayage.

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

3.6 L'appareil doit conserver les fichiers localement pendant au moins 30 jours;

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

3.7 L'appareil doit avoir la capacité de transmettre les données sur les balayages entreposées à un dispositif de stockage de données externe, notamment un ordinateur, un disque dur ou un support amovible;

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

- 3.8** Cette transmission doit être effectuée grâce à une méthode normalisée, notamment Ethernet TCP/IP, USB, SATA, etc.

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

4.0 EXIGENCES ENVIRONNEMENTALES

- 4.1** L'appareil doit pouvoir fonctionner normalement à une température allant de 0 °C à 40 °C;

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

- 4.2** L'appareil doit être en mesure de fonctionner normalement à un niveau d'humidité allant jusqu'à 95 % (sans condensation);

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

- 4.3** L'appareil ne doit pas nécessiter de refroidissement externe;

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

- 4.4** Le rendement de l'appareil ne doit pas être touché par la présence et l'utilisation d'équipement électronique dans l'établissement. Les distances minimales requises auxquelles l'équipement doit être en mesure de fonctionner près de l'appareil sans créer d'interférences sont les suivantes:

4.4.1	Émetteur-récepteur radio de 5 watts	1 mètre
4.4.2	Émetteur-récepteur VHF et UHF de 6 watts	1 mètre
4.4.3	Émetteur portatif personnel de 25 mW fonctionnant dans la bande 420-430 MHz	1 mètre
4.4.4	Autre équipement d'émission, de réception et de distribution par radiofréquence	5 mètres
4.4.5	Ordinateur personnel et postes de travail	5 mètres

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

- 4.5** L'appareil ne doit avoir aucun effet négatif sur les articles balayés, y compris mais sans exclure d'autres, les appareils électroniques, les dispositifs d'enregistrement et la pellicule photo.

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

5.0 ALIMENTATION

- 5.1** L'appareil de radioscopie doit fonctionner grâce à une prise électrique normale de 120 V/15 A CA sans adaptateur ni modification;

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

- 5.2** L'appareil doit répondre aux spécifications définies dans la norme IEC : IEC 61000-4-4:2012 (Essai d'immunité aux transitoires électriques rapides en sables) ou à celles d'une norme industrielle équivalente;

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

- 5.3** L'appareil ne doit pas générer de rayons X lorsqu'il est mis en marche ou réactivé après une panne de courant, sauf lorsque cela est requis pour la calibration du système interne quand il est alimenté à nouveau et mis en veille.

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

6.0 EXIGENCES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ

- 6.1** L'appareil de radioscopie doit satisfaire aux exigences en matière de sécurité en vigueur établies dans la partie IV de la *Loi sur les dispositifs émettant des radiations* émanant du ministère de la Justice. Pour consulter la *Loi* en format PDF, cliquez sur le lien suivant : http://laws-lois.justice.gc.ca/PDF/C.R.C.,_c._1370.pdf

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

- 6.2** L'appareil doit satisfaire aux exigences en matière de sécurité en vigueur établies dans le *Code de sécurité 29 – Dispositifs à rayons X pour l'inspection des bagages – précautions à prendre* de Santé Canada. Pour consulter le *Code* en format PDF, cliquez sur le lien suivant : http://www.hc-sc.gc.ca/ewh-semt/alt_formats/hecs-sesc/pdf/pubs/radiation/code-29/code-29-fra.pdf;

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

- 6.3** L'appareil de radioscopie doit être muni d'éléments visant à empêcher que des vêtements, des membres ou des articles restent pris dans ses pièces mobiles internes pendant son utilisation normale;

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

- 6.4** L'appareil ne doit pas être muni de composantes externes dont la température augmente pendant l'utilisation normale à un tel point que cela pourrait causer des dommages à des objets ou des blessures à des gens.

Référence dans la proposition de l'entrepreneur : _____

ANNEX C

MODÈLE DE DEMANDE RELATIVE À UN CONTRAT (DRC)

(Note : seront applicables pendant la durée du contrat)

1. CONDITIONS				
TOUTES LES FACTURES ET BONS DE LIVRAISON D'EXPÉDITION DOIVENT MONTRER LES NUMÉROS DE RÉFÉRENCE DE CONTRAT				
NUMÉRO DE CONTRAT:		NUMÉRO DE DRC:		
À: Adresse de l'entrepreneur		DATE DE LIVRAISON: SOLDE DU CONTRAT AVANT CE DRC (TPS/TVH inclus): VALEUR DE CETTE DEMANDE RELATIVE À UN CONTRAT (DRC) (TPS/TVH inclus): SOLDE RESTANT SUR LE CONTRAT (TPS/TVH inclus):		
2. DEMANDE				
2.1 POUR LA FOURNITURE DE L'ÉQUIPEMENT: L'entrepreneur doit indiquer des prix unitaires fermes en dollars canadiens, rendu droits acquittés (DDP) (à l'annexe A) Incoterms 2000, taxe sur les produits et services (TPS) ou taxe de vente harmonisée (TVH) en sus, le cas échéant. Les frais de port à destination et tous les droits de douanes et taxes applicables doivent être inclus dans le prix.				
# Article	Description de l'article	Quantité	Prix unitaire ferme (conformément au contrat)	Total
				\$
				\$
				\$
				\$
Coût total des articles				\$
TPS/TVH				\$
Coût total incluant TPS/TVH				\$
ADRESSE(S) DE LIVRAISON, rendu droits acquittés (Destination) Incoterms 2000:				
L'entrepreneur ne facturera pas le Canada pour des coûts excédant s ce prix total.				
3. APPROBATIONS				
Autorité technique / chargé de projet:		Autorité administrative (approvisionnement):		Autorité contractante à TPSGC (pour tous les DRC au dessus de 100,000.00\$):
Nom:		Nom:		Nom:
Signature:		Signature:		Signature:
Date:		Date:		Date:

Solicitation No. - N° de l'invitation
21120-140531/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
21120-140531

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
pv91521120-140531

Buyer ID - Id de l'acheteur
pv915
CCC No./N° CCC - FMS No/N° VME

ANNEX E

RAPPORT D'USAGE PÉRIODIQUE

Instructions pour la présentation des données d'utilisation des demandes relatives à un contrat.
L'entrepreneur doit envoyer par courriel les renseignements précisés ci-dessous dans une feuille de calcul électronique suivant le format ci-dessous, à l'autorité contractante identifiée aux présentes.

monique.gosselin@pwgsc.gc.ca

Le rapport doit au moins comprendre les renseignements suivants :

- le numéro du contrat pour lequel les données sont fournies;
- Valeur totale de toutes les DRC à date;
- Valeur totale en dollars de toutes les DRC pendant la période visée par le rapport;
- Début et la fin de la période visée par le rapport;
- Nombre total de DRC pendant la période visée par le rapport;
- Nombre total de DRC à date;
- Numéro de la DRC;
- Description de l'article;
- Prix unitaire ferme, Quantité commandée; et
- Date de livraison / Valeur de la commande.

CONTRAT #			
Valeur totale de toutes les DRC à date (\$)	Valeur totale en dollars de toutes les DRC pendant la période visée par le rapport (\$)	Début de la période visée par le rapport (JJ/MM/AAAA)	Fin de la période visée par le rapport (JJ/MM/AAAA)
Nombre total de DRC pendant la période visée par le rapport		Nombre total de DRC à date	
Numéro de la DRC	Description de l'article	Prix unitaire ferme, Quantité commandée	Date de livraison / Valeur de la commande (excluant la TPS ou la TVH, s'il y a lieu)

Solicitation No. - N° de l'invitation
21120-140531/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
21120-140531

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
pv91521120-140531

Buyer ID - Id de l'acheteur
pv915
CCC No./N° CCC - FMS No/N° VME

ANNEXE E

LISTE COMPLETE DES AFFILIÉS
(Instructions, clauses et conditions uniformisées partie 2)

Nom	Position
_____	_____
_____	_____
_____	_____
_____	_____
_____	_____

Annex F Annexe F

RECEIVED

SEP 29 2014

Government
of CanadaGouvernement
du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

21120-140531

Security Classification / Classification de sécurité

SECURITY REQUIREMENTS CHECK LIST (SRCL)

LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)

PART A - CONTRACT INFORMATION / PARTIE A - INFORMATION CONTRACTUELLE	
1. Originating Government Department or Organization / Ministère ou organisme gouvernemental d'origine	2. Branch or Directorate / Direction générale ou Direction Technical Services
3. a) Subcontract Number / Numéro du contrat de sous-traitance	3. b) Name and Address of Subcontractor / Nom et adresse du sous-traitant
4. Brief Description of Work / Brève description du travail CSC intends to enter into a Contract with a qualified firm to supply, install, configure, and support x-ray scanners for the detection of contraband entering through packages and material to federal correctional facilities across Canada	
5. a) Will the supplier require access to Controlled Goods? Le fournisseur aura-t-il accès à des marchandises contrôlées?	<input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes Non Oui
5. b) Will the supplier require access to unclassified military technical data subject to the provisions of the Technical Data Control Regulations? Le fournisseur aura-t-il accès à des données techniques militaires non classifiées qui sont assujetties aux dispositions du Règlement sur le contrôle des données techniques?	<input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes Non Oui
5. Indicate the type of access required / Indiquer le type d'accès requis	
6. a) Will the supplier and its employees require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets? Le fournisseur ainsi que les employés auront-ils accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? (Specify the level of access using the chart in Question 7. c) (Préciser le niveau d'accès en utilisant le tableau qui se trouve à la question 7. c)	<input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes Non Oui
6. b) Will the supplier and its employees (e.g. cleaners, maintenance personnel) require access to restricted access areas? No access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets is permitted. Le fournisseur et ses employés (p. ex. nettoyeurs, personnel d'entretien) auront-ils accès à des zones d'accès restreintes? L'accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS n'est pas autorisé.	<input type="checkbox"/> No <input checked="" type="checkbox"/> Yes Non Oui
6. c) Is this a commercial courier or delivery requirement with no overnight storage? S'agit-il d'un contrat de messagerie ou de livraison commerciale sans entreposage de nuit?	<input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes Non Oui
7. a) Indicate the type of information that the supplier will be required to access / Indiquer le type d'information auquel le fournisseur devra avoir accès	
Canada <input checked="" type="checkbox"/> N/A <input checked="" type="checkbox"/>	NATO / OTAN <input type="checkbox"/>
7. b) Release restrictions / Restrictions relatives à la diffusion	
No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/> N/A <input checked="" type="checkbox"/>	All NATO countries Tous les pays de l'OTAN <input type="checkbox"/>
Not releasable À ne pas diffuser <input type="checkbox"/>	
Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>	Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>
Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:	Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:
7. c) Level of Information / Niveau d'information	
PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>	NATO UNCLASSIFIED NATO NON CLASSIFIÉ <input type="checkbox"/>
PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>	NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE <input type="checkbox"/>
PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>	NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>
CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	NATO SECRET NATO SECRET <input type="checkbox"/>
SECRET SECRET <input type="checkbox"/>	COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>
TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>
TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>	PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>
	PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>
	CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>
	SECRET SECRET <input type="checkbox"/>
	TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>
	TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>

TBS/SCT 350-103(2004/12)

Security Classification / Classification de sécurité

Canada



Government of Canada
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

21120-140531

Security Classification / Classification de sécurité

PART A (continued) / PARTIE A (suite)

8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COMSEC information or assets?
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

If Yes, indicate the level of sensitivity.

Dans l'affirmative, indiquer le niveau de sensibilité :

9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets?
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel :

Document Number / Numéro du document :

PART B - PERSONNEL (SUPPLIER) / PARTIE B - PERSONNEL (FOURNISSEUR)

10. a) Personnel security screening level required / Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis

- | | | | |
|---|---|---|--|
| <input checked="" type="checkbox"/> RELIABILITY STATUS
COTE DE FIABILITÉ | <input type="checkbox"/> CONFIDENTIAL
CONFIDENTIEL | <input type="checkbox"/> SECRET
SECRET | <input type="checkbox"/> TOP SECRET
TRÈS SECRET |
| <input type="checkbox"/> TOP SECRET - SIGINT
TRÈS SECRET - SIGINT | <input type="checkbox"/> NATO CONFIDENTIAL
NATO CONFIDENTIEL | <input type="checkbox"/> NATO SECRET
NATO SECRET | <input type="checkbox"/> COSMIC TOP SECRET
COSMIC TRÈS SECRET |
| <input type="checkbox"/> SITE ACCESS
ACCÈS AUX EMPLACEMENTS | | | |

Special comments:

Commentaires spéciaux :

NOTE: If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided.

REMARQUE : Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être fourni.

10. b) May unscreened personnel be used for portions of the work?
Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail? ☒ No ☐ Yes
Non Oui
If Yes, will unscreened personnel be escorted?
Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté? ☐ No ☐ Yes
Non Oui

PART C - SAFEGUARDS (SUPPLIER) / PARTIE C - MESURES DE PROTECTION (FOURNISSEUR)

INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS

11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises?
Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets?
Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

PRODUCTION

11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment occur at the supplier's site or premises?
Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)

11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data?
Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency?
Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

TBS/SCT 350-103(2004/12)

Security Classification / Classification de sécurité

Canada



Government of Canada
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

21120-140531

Security Classification / Classification de sécurité

PART C - (continued) / PARTIE C - (suite)

For users completing the form manually use the summary chart below to indicate the category(ies) and level(s) of safeguarding required at the supplier's site(s) or premises.

Les utilisateurs qui remplissent le formulaire manuellement doivent utiliser le tableau récapitulatif ci-dessous pour indiquer, pour chaque catégorie, les niveaux de sauvegarde requis aux installations du fournisseur.

For users completing the form online (via the Internet), the summary chart is automatically populated by your responses to previous questions.

Dans le cas des utilisateurs qui remplissent le formulaire en ligne (par Internet), les réponses aux questions précédentes sont automatiquement saisies dans le tableau récapitulatif.

SUMMARY CHART / TABLEAU RÉCAPITULATIF

Category Catégorie	PROTECTED PROTÉGÉ			CLASSIFIED CLASSIFIÉ			NATO				COMSEC					
	A	B	C	CONFIDENTIAL	SECRET	TOP SECRET	NATO RESTRICTED	NATO CONFIDENTIAL	NATO SECRET	COSMIC TOP SECRET	PROTECTED PROTÉGÉ			CONFIDENTIAL	SECRET	TOP SECRET
				CONFIDENTIAL		TRÈS SECRET	NATO DIFFUSION RESTREINTE	NATO CONFIDENTIEL				A	B	C	CONFIDENTIEL	
N/A / <i>pe</i>																
Information / Assets Renseignements / Biens																
Production																
IT Media / Support TI																
IT Link / Lien Electronique																

12. a) Is the description of the work contained within this SRCL PROTECTED and/or CLASSIFIED?

La description du travail visé par la présente LVERS est-elle de nature PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No ☐ Yes
Non Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification".

Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire.

12. b) Will the documentation attached to this SRCL be PROTECTED and/or CLASSIFIED?

La documentation associée à la présente LVERS sera-t-elle PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No ☐ Yes
Non Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification" and indicate with attachments (e.g. SECRET with Attachments).

Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire et indiquez qu'il y a des pièces jointes (p. ex. SECRET avec des pièces jointes).